

---

**HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME**

---

Juillet 1996

**ZAÏRE**

**FORCÉS DE FUIR**  
**Violence contre les Tutsi au Zaïre**

---

**HUMAN RIGHTS WATCH  
485 FIFTH AVENUE  
NEW YORK, NY 10017-6104  
TEL: 1 (212) 972-8400  
FAX: 1 (212) 972-0905  
E-MAIL: [hrwnyc@hrw.org](mailto:hrwnyc@hrw.org)**

---

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME  
17 PASSAGE DE LA MAIN D'OR  
75011 PARIS  
TEL:(33) 1 43 55 25 18 / FAX:(33) 1 43 55 18 80  
E-MAIL: [106015.2023@compuserve.com](mailto:106015.2023@compuserve.com)**

---

**HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA  
FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME**

---

Juillet 1996

**ZAÏRE**

**FORCÉS DE FUIR  
Violence contre les Tutsi au Zaïre**

INTRODUCTION .....	2
RECOMMANDATIONS.....	4
A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE: .....	4
AU GOUVERNEMENT ZAIROIS: .....	5
AU GOUVERNEMENT RWANDAIS: .....	5
ORIGINES DE LA COMMUNAUTE BANYARWANDA AU ZAIRE.....	6
LES SOURCES DU CONFLIT.....	7
LA VIOLENCE ECLATE.....	9
GENOCIDE AU RWANDA ET CONFLIT ETHNIQUE AU ZAIRE.....	12
LE CONFLIT ACTUEL.....	15
RENOYER LES TUTSI AU RWANDA .....	18
UNE CAMPAGNE POUR LA CREATION D'ENCLAVES ETHNIQUES.....	22
LA COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT ZAIROIS.....	25
LA REPOSE INTERNATIONALE.....	32

---

**HUMAN RIGHTS WATCH  
485 FIFTH AVENUE  
NEW YORK, NY 10017-6104  
TEL: 1 (212) 972-8400  
FAX: 1 (212) 972-0905  
E-MAIL: hrwnyc@hrw.org**

---

**FÉDÉRATION INTERNATIONALE  
DES LIGUES DES DROITS DE L'HOMME  
17 PASSAGE DE LA MAIN D'OR  
75011 PARIS  
TEL:(33) 1 43 55 25 18 / FAX:(33) 1 43 55 18 80  
E-MAIL: 106015.2023@compuserve.com**

## Introduction

La région du Nord-Kivu à l'est du Zaïre est le théâtre de violences ethniques répétées depuis 1992, violences souvent perpétrées avec la complicité des responsables régionaux et nationaux zaïrois et des forces de sécurité zaïroises. L'explosion de violence qui s'est déclenchée en 1993 a surtout opposé les Tutsi et les Hutu zaïrois à d'autres groupes ethniques zaïrois dans la région mais la situation a été exacerbée par l'arrivée à Goma de quelque 720.000 réfugiés du Rwanda, en grande majorité Hutu, après le génocide de juillet 1994.<sup>1</sup> L'afflux de réfugiés a provoqué un regain de violences ethniques et a fait volé en éclats l'alliance entre les Hutu et les Tutsi, conduisant ainsi à des attaques menées par les deux camps contre la population tutsi. La violence au Nord-Kivu a fait des centaines de morts, quelque 250.000 personnes ont été déplacées et environ 16.000 Tutsi ont été forcés de se réfugier au Rwanda. Le but de ces attaques est d'obliger les groupes ethniques rivaux à partir afin de créer des enclaves ethniquement pures.

Le présent rapport est centré sur les violences contre les Tutsi, violences qui sont devenues particulièrement graves depuis fin 1995 et se sont intensifiées en 1996. Etant donné la vague récente de conflits non résolus dans la région et la circulation d'armes qui a accompagné les réfugiés, l'escalade de la violence meurtrière au Nord-Kivu était malheureusement prévisible.

Le conflit au Nord-Kivu est complexe et englobe toute une série de conflits mouvants entre groupes ethniques et réfugiés. A l'origine, le conflit impliquait les groupes ethniques hutu et tutsi connus sous le nom de "Banyarwanda" (qui constituent près de la moitié de la population du Nord-Kivu mais sont pour la plupart exclus des postes administratifs et politiques régionaux) aux groupes ethniques hunde, nyanga et nande (autochtones) qui se considèrent chez eux dans la région et cherchent à préserver leur pouvoir politique. Bien que les Banyarwanda résident au Zaïre depuis longtemps déjà, les autres groupes les ont accusés d'être des intrus étrangers qui exploitent les populations locales et ne méritent pas d'être des citoyens zaïrois ni de détenir un quelconque pouvoir politique. Certains Zaïrois craignaient que les Banyarwanda n'aient des visées sur le Nord-Kivu, ce qui n'a fait qu'intensifier l'animosité à leur égard.

En mars 1993, des milices hunde, nyanga et nande appelées Mai-Mai ou Bangirima<sup>2</sup>, disposant apparemment du soutien des responsables politiques zaïrois locaux, ont commencé à attaquer la population banyarwanda dans plusieurs zones du Nord-Kivu. En réponse, les Hutu, principales cibles de ces attaques, ont formé leurs propres milices. Les attaques et contre-attaques des milices ethniques rivales se sont poursuivies pendant près de six mois, faisant environ 6.000 morts et quelque 250.000 personnes déplacées. Grâce à l'action des organisations non gouvernementales (ONG) locales et des églises et à l'intervention du gouvernement central zaïrois qui a déployé des troupes d'élite dans le Masisi, une paix précaire a été restaurée dans la région en juillet 1993 et la plupart des habitants ont pu retourner dans leurs communautés d'origine. Néanmoins, aucun des problèmes politiques sous-jacents n'avait été résolu, préparant donc le terrain à une reprise de la violence.

<sup>1</sup> Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), en juin 1996, le Zaïre comptait un total de 1,1 million de réfugiés rwandais: 716.000 à Goma; 316.400 à Bukavu; et 71.800 à Uvira.

<sup>2</sup> Les termes "Bangirima" et "Mai-Mai" se réfèrent aux milices composées de groupes qui se considèrent comme les autochtones du Nord-Kivu. Bien que ces termes soient utilisés de façon interchangeable par la population de la région, "Mai-Mai" se réfère en général aux milices hunde et nyanga du Masisi et du Walikale, alors que les "Bangirima" sont les milices hunde, nyanga et nande du Rutshuru et du Lubero.

Le génocide qui a eu lieu en 1994 dans le pays voisin, le Rwanda, et l'exil de réfugiés rwandais, pour la plupart hutu, qui s'est ensuivi au Nord-Kivu ont attisé les tensions interethniques dans la région. Les réfugiés rwandais sont arrivés au Zaïre bien armés et ils se sont efforcés de politiser et d'organiser la population zaïroise locale d'origine hutu, formant avec les Hutu zaïrois les milices interahamwe.<sup>3</sup> Le flux massif de réfugiés a renforcé de façon significative l'avantage numérique des Banyarwanda, intensifiant de ce fait les tensions entre les Banyarwanda et les autres groupes. Par ailleurs, le génocide et le conflit ethnique au Rwanda ont conduit à une division entre Hutu et Tutsi au sein même de la communauté banyarwanda au Zaïre, et des milliers de Tutsi du Zaïre ont franchi les frontières du Rwanda et d'Ouganda au cours des mois qui ont suivi la fin du génocide.

Fin 1995, la violence au Nord-Kivu s'est brusquement intensifiée suite à plusieurs affrontements entre soldats zaïrois et divers groupes de milices dans le Masisi. Les attaques des milices rivales interahamwe et mai-mai/bangirima ont rapidement gagné l'ensemble des régions du Masisi et du Rutshuru. Contrairement au conflit de 1993, les Hutu ont pris le dessus dans les derniers affrontements en raison de la quantité d'armes dont ils disposaient et de l'organisation poussée de leurs milices. Mais les Mai-Mai sont également parvenus à chasser les Hutu de certaines zones, principalement dans le Walikale, le Lubero et le Rutshuru. Les Tutsi, qui ne sont pas impliqués dans les milices, ont été attaqués à la fois par les milices interahamwe et mai-mai, et ils ont dû fuir par milliers au Rwanda. La violence provoquée par les milices au Nord-Kivu s'est progressivement intensifiée et a gagné les régions voisines du Lubero et du Walikale.

Les autorités zaïroises se sont montrées peu enclines à mettre fin à la violence. Au contraire, les témoignages recueillis par les chercheurs de Human Rights Watch/Afrique et de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) font ressortir la complicité de fonctionnaires zaïrois et de membres de l'armée aux niveaux local, régional et national, dans les violences contre les Tutsi. Les témoins racontent que des fonctionnaires locaux et des soldats zaïrois ont participé aux attaques des milices qui ont eu lieu dernièrement contre les Tutsi. D'autres témoignages montrent l'implication de fonctionnaires du gouvernement dans les attaques menées par les milices hutu et hunde depuis le début du conflit en 1993. Les politiciens nationaux et régionaux n'ont pas voulu prendre les mesures qui auraient pu mettre fin aux attaques, par exemple en dénonçant publiquement les exactions et en se prononçant pour une présence militaire disciplinée dans la région pour protéger les civils. Les quelques soldats et policiers présents dans la région ont eux-mêmes souvent profité de la situation, en participant aux pillages perpétrés par les différentes parties au conflit et surtout, en vendant leurs services au meilleur offrant, ce qui a contribué à instaurer un climat d'impunité. Le gouverneur régional a alimenté le conflit en 1993 lorsqu'il proposa que les forces de sécurité se joignent aux Nyanga et aux Hunde dans leur effort "d'exterminer" les Banyarwanda.

C'est par le silence et l'indifférence que la communauté internationale a répondu au conflit qui s'intensifiait au Nord-Kivu. La crise des réfugiés a été mal gérée, ce qui a exacerbé le conflit couvant au Nord-Kivu, avec les conséquences que l'on pouvait prévoir. Les efforts des ONG locales et internationales pour alerter la communauté internationale à propos du possible regain de violence ont été ignorés. En avril 1996, alors que des exécutions avaient lieu

---

<sup>3</sup> L'Interahamwe, mot qui signifie "ceux qui combattent ensemble", a été fondé au Rwanda pour représenter l'aile jeune du Mouvement National Rwandais pour la Démocratie et le Développement (MRND), le parti de l'ancien président Juvénal Habyarimana. Suite à l'introduction du multipartisme au milieu de l'année 1991, l'Interahamwe s'est progressivement transformé en une milice civile.

chaque jour et des milliers de personnes étaient déplacées, la France a annoncé la reprise de son assistance bilatérale au gouvernement zaïrois<sup>4</sup>, assistance qui avait été suspendue fin 1991.

Le conflit a également attisé les tensions entre les gouvernements rwandais et zaïrois, chacun accusant l'autre de manipuler la situation des réfugiés dans leur pays respectif et tous deux refusant d'accorder leur nationalité aux réfugiés tutsi. Le gouvernement zaïrois refuse d'admettre que les réfugiés tutsi sont zaïrois et les représentants du gouvernement ont même été jusqu'à interdire que le kinyarwanda soit parlé au Zaïre. Le gouvernement rwandais soutient que les réfugiés sont des citoyens zaïrois qui fuient les violences et il a établi un camp de réfugiés à Gisenyi, à environ un kilomètre de la frontière. En dépit des appels lancés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour que le camp soit établi plus loin de la frontière, le gouvernement a refusé. Il est clair que la présence des camps de réfugiés si près de la frontière, d'un côté comme de l'autre, pose des risques énormes pour la sécurité des réfugiés et de leur pays d'accueil. Si le conflit continue à dégénérer, le Zaïre et la région des Grands Lacs en général pourraient faire face à de nouvelles conséquences désastreuses.

## Recommandations

### *A la Communauté Internationale:*

- Tenir le gouvernement zaïrois responsable des actions menées à l'encontre de la population tutsi au Nord-Kivu et des autres attaques perpétrées contre des civils. Il faut insister pour que le gouvernement lance sur-le-champ une enquête sur la complicité de son personnel civil et militaire dans les attaques et pour qu'il poursuive les responsables.
- Encourager le rapatriement pacifique et volontaire des réfugiés rwandais du Zaïre. La communauté internationale devrait fournir les moyens nécessaires pour isoler les camps afin d'empêcher que le Nord-Kivu ne soit infiltré davantage par des anciens membres des FAR et de l'Interahamwe rwandais. Elle devrait également veiller à ce que les soldats zaïrois impliqués dans des exactions contre les réfugiés soient poursuivis.
- Faire pression sur le gouvernement rwandais pour qu'il respecte davantage les droits de l'homme et qu'il crée un climat propice au retour des réfugiés rwandais. Fournir un soutien adéquat au système judiciaire rwandais et demander au gouvernement rwandais qu'il entame des procès indépendants et équitables contre les personnes accusées d'avoir participé au génocide de 1994, afin que les réfugiés actuellement au Zaïre aient la garantie d'un traitement juste lors de leur retour au Rwanda.
- Contrôler la conduite des forces zaïroises engagées dans l'Opération Kimia vis-à-vis de la population civile afin de veiller à ce que les civils de tous les groupes ethniques soient protégés et que toutes les milices soient désarmées.
- Déployer des représentants internationaux dans les aéroports et aux postes de contrôle frontaliers dans la partie est du Zaïre pour faire appliquer l'embargo des Nations Unies sur les armes contre les anciens militaires rwandais et les milices rwandaises.
- Veiller à ce qu'aucune aide bilatérale ou multilatérale, autre qu'une aide humanitaire, ne soit accordée au gouvernement zaïrois tant que ce dernier ne met pas fin à tout type de soutien apporté aux milices opérant au Zaïre, tant qu'il n'enquête pas sur les cas d'exactions dont se sont rendus coupables des soldats à l'encontre de civils et qu'il ne poursuit pas les soldats responsables, et tant qu'il n'applique pas la Résolution 978 du

---

<sup>4</sup> François Raitberger, "Mobutu hails 'courageous' French Aid to Zaire," *Reuters*, 26 avril 1996.

Conseil de Sécurité appelant les Etats membres à arrêter les personnes soupçonnées d'avoir participé au génocide perpétré au Rwanda afin qu'elles comparaissent devant des tribunaux nationaux ou devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda.

***Au Gouvernement zaïrois:***

- Cesser immédiatement tout type de soutien aux Mai-Mai, Bangirima, Interahamwe, et tout milice connue pour violer gravement les droits de l'homme. Cette mesure devrait comprendre l'arrêt des fournitures d'armes et de l'assistance logistique, de la participation de fonctionnaires et de membres de l'armée dans les attaques menées par les milices, et des déclarations publiques de responsables militaires et politiques en faveur des milices.
- Les dirigeants zaïrois à tous les niveaux - national, régional et local - doivent dénoncer publiquement la violence ethnique au Nord-Kivu. Il faut mener des enquêtes et identifier les responsables politiques et responsables de l'administration et de l'armée qui ont participé aux attaques des milices ou profité du climat d'insécurité pour se livrer au pillage et au viol, et il faut qu'ils soient immédiatement suspendus de leurs fonctions et poursuivis en justice.
- Le droit à la nationalité doit être respecté. Le gouvernement zaïrois doit cesser de dénaturiser les membres de la communauté banyarwanda qui répondent à tous les critères requis pour avoir la nationalité zaïroise; personne ne devrait être apatride.
- Le gouvernement zaïrois doit soutenir tous les efforts visant à encourager le rapatriement pacifique et volontaire des Rwandais réfugiés au Zaïre. Toute assistance à l'ancien gouvernement rwandais, aux anciennes Forces Armées Rwandaises et aux milices hutu doit cesser, et en particulier, la fourniture d'armes, d'entraînement et de matériels correspondant en violation de l'embargo des Nations Unies imposé à ces forces.
- Le gouvernement zaïrois doit coopérer avec le Tribunal Pénal International pour le Rwanda et amener les auteurs du génocide de 1994 devant la justice, notamment en remettant les inculpés entre les mains du Tribunal International.
- Garantir la sécurité des réfugiés tutsi zaïrois lors de leur retour du Rwanda.
- Permettre l'accès à l'ensemble du Nord-Kivu aux journalistes locaux et internationaux et autres observateurs indépendants.

***Au Gouvernement rwandais:***

- Créer au Rwanda des conditions favorables au retour pacifique et volontaire des réfugiés se trouvant au Zaïre, notamment le respect du droit à la liberté d'expression et de réunion et le droit de circuler librement sans discrimination fondée sur l'origine ethnique, ainsi que le début des procès des personnes actuellement emprisonnées au Rwanda et accusées d'avoir participé au génocide de 1994.
- Offrir des conditions de sécurité satisfaisantes aux réfugiés ayant fui le Zaïre en raison du conflit. Installer le camp de réfugiés à une distance suffisante de la frontière zaïroise de façon à ce que les réfugiés ne soient pas menacés par des incursions menées à partir du Zaïre. La situation actuelle du camp, à 800 mètres de la frontière zaïroise, met la vie des réfugiés en danger.
- Instaurer des procédures de sélection dans le camp de réfugiés pour déterminer si les Tutsi provenant du Zaïre peuvent être considérés comme réfugiés.

## Origines de la communauté banyarwanda au Zaïre

La Région du Nord-Kivu est située sur la rive nord du Lac Kivu, à la frontière est du Zaïre avec le Rwanda et l'Ouganda. La Région est divisée en six zones administratives: Masisi, Rutshuru, Kalehe, Walikale, Lubero et Goma<sup>5</sup>. Elle présente un mélange de divers groupes ethniques comprenant les Hunde, les Nande, les Nyanga et les Tembo, ainsi que les Hutu et les Tutsi qui parlent le kinyarwanda et sont connus sous le nom de Banyarwanda. Les Banyarwanda représentent approximativement 50 pour-cent de la population du Nord-Kivu (même s'ils sont majoritaires dans certaines régions), soit environ 40 pour-cent de Hutu et 10 pour-cent de Tutsi.

Les origines de la population banyarwanda au Nord-Kivu sont diverses. Le tracé arbitraire des frontières coloniales a exclu du territoire rwandais une partie importante de la population qui se trouvait autrefois sous l'autorité du roi du Rwanda.<sup>6</sup> La manière fantaisiste dont les pouvoirs coloniaux européens ont découpé le continent africain a placé dans les limites territoriales du Congo belge plusieurs régions qui appartenaient auparavant au royaume rwandais pré-colonial. En vertu des principes établis lors de la Conférence de Berlin de 1885 et formalisés dans une convention signée en 1910 par l'Allemagne, la Belgique et l'Angleterre, les territoires rwandais de Goma, Jomba, Bwisha et l'île d'Idjwi entre autres ont été rattachés au Congo belge, alors que la région de Bufumbira était incorporée à la colonie britannique d'Ouganda. C'est ainsi qu'une partie des Banyarwanda descendent de familles qui vivent depuis des siècles sur des terres situées aujourd'hui au Zaïre.

Lorsque, pendant la Première Guerre Mondiale, la Belgique a repris le contrôle du Rwanda qu'assumait alors l'Allemagne, le Rwanda était déjà un territoire avec une densité de population élevée. Les administrateurs coloniaux belges ont mis en place une politique encourageant les Rwandais à émigrer au Zaïre pour fournir de la main d'oeuvre aux plantations qui s'installaient dans la zone peu peuplée du Masisi. Les administrateurs du Kivu et du Rwanda ont signé un accord officiel en 1937 organisant la migration et créant des zones rwandaises dans le Masisi. D'autres Rwandais ont été amenés dans le Kalehe, le Rutshuru et au Shaba pour travailler comme ouvriers agricoles. En marge du programme officiel de migration de main d'oeuvre qui s'est poursuivi jusqu'en 1955, beaucoup de Hutu et de Tutsi originaires du Rwanda, de Jomba et d'autres territoires appartenant au Zaïre, ont émigré d'eux-mêmes dans les districts du Masisi, Walikale, Rutshuru et Lubero en quête de terres cultivables ou de pâturages pour leurs chèvres et leur bétail.<sup>7</sup>

En dehors des émigrés économiques, le Nord-Kivu a aussi accueilli des milliers de réfugiés politiques fuyant les conflits du Rwanda. Après le soulèvement contre les administrateurs coloniaux tutsi au Rwanda en 1959, des milliers de Tutsi ont fui au Zaïre. Des milliers d'autres Tutsi sont arrivés au Zaïre chaque fois que des violences ethniques ont éclaté au Rwanda au début des années 60, en 1973, et de nouveau au début des années 90.<sup>8</sup> Enfin,

<sup>5</sup> Chaque zone de la région est sous-divisée en plusieurs collectivités, celles-ci étant elles-mêmes sous-divisées en localités et groupements.

<sup>6</sup> Aloys Tegera, "La réconciliation communautaire: Le cas des massacres au Nord-Kivu," dans André Guichaoua, éditeur, *Les crises politiques au Burundi et au Rwanda (1993-1994)* (Université des Sciences et Technologies de Lille, 1995), p. 395-402; HCR, "La situation dans le Masisi et les propositions de la Sous-Délégation," 18 mars 1996.

<sup>7</sup> Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 396; HCR, "La situation dans le Masisi." Mars 1996.

<sup>8</sup> "Masisi ou la guerre oubliée," ANB-BIA Supplément, p.viii; Tegera, "La réconciliation communautaire," p.397.

en 1994, près d'un million de personnes, pour la plupart des Hutu, se sont réfugiées au Nord-Kivu à la fin du génocide, avant que le Front Patriotique Rwandais ne prenne le pouvoir au Rwanda. La majorité des personnes arrivées avec cette nouvelle vague de réfugiés sont logées dans des camps de réfugiés mais d'autres se sont installées en dehors des camps dans les zones de Goma, Masisi, Rutshuru et Kaleha et se sont incorporées aux communautés hutu existantes.<sup>9</sup> Les villages du Nord-Kivu présentaient souvent un caractère pluriethnique et les communautés hutu se sont généralement installées dans des villages où vivaient aussi d'autres groupes ethniques.

Les modifications de frontières, les migrations économiques et les conflits politiques ont concouru à faire des Banyarwanda le groupe principal du Nord-Kivu et une majorité appréciable de la population dans certaines zones de cette région. Selon les estimations, des 600.000 habitants vivant dans la zone du Masisi avant les violences ethniques de 1993, 75 à 80 pour-cent étaient Banyarwanda, les 20 à 25 pour-cent restants étant principalement des Hunde, ainsi que des Nyanga et des Tembo. Les Banyarwanda étaient aussi majoritaires dans certaines collectivités de Bwito et Bwisha dans la zone du Rutshuru et ils représentaient le groupe principal à Goma.<sup>10</sup>

## Les sources du conflit

La distribution des terres et la concurrence économique sont à l'origine des conflits entre les Banyarwanda et d'autres groupes en quête de pouvoir politique. En général, les Tutsi ont défriché de vastes étendues de terres dans la région pour les utiliser comme pâturages pour leur bétail et leurs chèvres alors que les Hutu ont surtout défriché la terre pour s'adonner à l'agriculture. A mesure que la population banyarwanda a augmenté, notamment suite à l'arrivée des nombreux réfugiés tutsi en provenance du Rwanda à partir de 1959, ils ont progressivement émigré de plus en plus loin de la frontière rwandaise. Dans le Walikale, le Masisi et d'autres zones, les Banyarwanda ont déboisé de grandes étendues de forêts pour l'agriculture et l'élevage, ceci entraînant des conflits avec la population hunde locale qui se servait traditionnellement des forêts pour la chasse. Les Banyarwanda ont assez bien réussi sur le plan économique, tant au niveau régional que national, fournissant du bétail et des produits sur des marchés aussi éloignés que Kinshasa, la capitale zaïroise. La relative prospérité des Banyarwanda a éveillé la rancœur des autres groupes de la région.<sup>11</sup> Malgré leur importance numérique et une présence de longue date au Nord-Kivu, les Banyarwanda disposent de peu de pouvoir politique, du moins sur le plan des fonctions politiques et administratives officielles.

Les habitants du Nord-Kivu se plaignent du traitement accordé aux Banyarwanda au Zaïre. Les Banyarwanda estiment qu'ils ont été victimes de discrimination en matière d'emploi et d'éducation. Pourtant, d'autres groupes zaïrois soutiennent que les Banyarwanda ont été

---

<sup>9</sup> "Masisi ou la guerre oubliée," p. viii; HCR, "Repatriation of Rwandan Refugees from Eastern Zaire," mars 1996.

<sup>10</sup> Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 398-399; HCR, "Repatriation of Rwandan Refugees from Eastern Zaire."

<sup>11</sup> Marc Hoogesteyn, "Armed Rwanda Hutus uproot spear-carrying tribesmen," Reuters, 21 février 1996; Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 399; et témoignages de réfugiés zaïrois au Rwanda recueillis par Human Rights Watch/FIDH, avril 1996.

avantages par rapport aux autres Zaïrois, notamment en ayant un accès disproportionné à l'enseignement supérieur au Zaïre. Le sentiment dans chacun des camps que l'autre a été privilégié a clairement alimenté les rancœurs et intensifié les tensions entre les communautés.

Un autre problème central dans ce conflit est celui de la nationalité qui a d'abord été reconnue aux Banyarwanda pour ensuite leur être retirée. D'autres groupes ethniques du Kivu ont justifié leur domination politique en faisant valoir que les Banyarwanda sont des étrangers qui n'ont pas droit à la nationalité zaïroise. Dans la pratique, les membres des autres groupes ethniques ne font pas de distinction entre les Banyarwanda dont les familles vivaient déjà sur le territoire zaïrois avant les modifications des frontières par les empires coloniaux, et ceux dont les familles ont émigré dans la région plus récemment. Il faut souligner que le problème de la nationalité n'a été utilisé que contre les Banyarwanda, jamais contre d'autres groupes ethniques séparés par les nouvelles frontières apparues lors de l'indépendance du Zaïre.

Le problème de la nationalité a été une source de conflit à maintes reprises dans la région est du Zaïre, surtout lorsqu'il touchait au droit de vote en période électorale. Après l'indépendance du Zaïre en 1960, une loi sur la nationalité a accordé la nationalité zaïroise à toute personne vivant au Zaïre depuis dix ans. Bien que la plupart des Banyarwanda répondaient à ces critères, les autorités provinciales du Nord-Kivu les ont exclus des services publics dès le début des années 60. Une loi de 1972 adoptée dans le cadre du programme "d'authenticité" du Président Mobutu réitérait les principes de la loi antérieure sur la nationalité, octroyant la citoyenneté zaïroise à toute personne dont la famille vivait au Zaïre au 1 janvier 1960 et y avait résidé sans interruption depuis lors.<sup>12</sup> En vertu de l'article 15, la nationalité était spécifiquement accordée aux personnes originaires du "Ruanda-Urundi" qui vivaient sur le territoire zaïrois (congolais) avant le 1 janvier 1950 et avaient continué à résider au Zaïre. Aucune distinction n'était faite entre les Banyarwanda qui vivaient au Zaïre depuis des générations et ceux qui étaient arrivés comme réfugiés politiques ou migrants économiques au cours des dernières années.

Le problème de la nationalité est revenu au premier plan en 1981 lorsque le parlement zaïrois a approuvé une révision des lois sur la citoyenneté qui n'accordaient la nationalité qu'à ceux qui pouvaient prouver que leurs ancêtres vivaient déjà au Zaïre avant le 1 août 1885. Bien que beaucoup de Banyarwanda répondaient aux critères de citoyenneté établis par la nouvelle législation, ils leur étaient difficiles de prouver leur ascendance et dans la pratique, tant le public non-banyarwanda que le gouvernement tendaient à considérer les Banyarwanda comme un groupe unique. La loi ne stipulait pas explicitement que la nationalité pouvait être retirée à ceux qui l'avaient déjà acquise; néanmoins, la loi allait avoir pour effet de refuser le droit à la citoyenneté à un nombre considérable de Zaïrois parlant le kinyarwanda et de pratiquement nier les droits de la plupart des autres personnes parlant cette langue.<sup>13</sup> Le problème de la nationalité a été résumé comme suit dans un rapport du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme au Zaïre:

Les tensions [au Nord-Kivu] proviennent de deux problèmes liés entre eux. Le premier résulte du droit des Banyarwanda à la nationalité zaïroise. Ce droit a été reconnu dans la Constitution de 1964 et dans la loi de 1965, ce qui leur a permis de voter en 1965 et 1967; ce droit n'a subi aucune modification dans la constitution de 1967 et il a été

<sup>12</sup> Jean-Baptiste Kayigamba, "Zaire-Human Rights: Thousands Flee Ethnic Cleansing," InterPress Service, 7 avril 1996; Comité américain pour les Réfugiés (USCR), "Inducing the Deluge," p.9.

<sup>13</sup> Voir l'Ordonnance-Loi No 71-020 du 26 mars 1971 relative à l'acquisition de la nationalité congolaise par les personnes originaires du Rwanda-Urundi établies au Congo au 30 juin 1960, et la "Loi No 81-002 du 29 juin 1982." Voir aussi: HCR, "Repatriation of Rwandan Refugees from Eastern Zaire;" USCR, "Inducing the Deluge," p. 8-9.

confirmé à nouveau par l'Ordonnance-Loi No 71-020 de 1971; il a ensuite été limité par la Loi No 002 de 1972 aux personnes vivant au Kivu depuis avant 1960, aboli par la loi de 1981 et repris par la CNS (Conférence Nationale Souveraine) en 1992. Le second problème découle du premier, dans le sens où reconnaître que les Banyarwanda sont des Zaïrois équivaudrait à leur donner le droit de vote dans toutes les élections qui seraient organisées.<sup>14</sup>

Cependant, la loi de 1981 n'a jamais été appliquée activement et les cartes d'identité n'ont jamais été révoquées. Après avoir joui officiellement des droits relatifs à la citoyenneté pendant deux décennies, les Banyarwanda n'ont pas accepté passivement la révocation de leur nationalité. Au milieu des années 80, les Hutu de tout le Nord-Kivu ont formé une organisation ethnique connue sous le nom de "mutuelle", dans le but d'unir les Hutu et de défendre leurs intérêts. Bien qu'étant au départ une association agricole, MAGRIVI, la Mutuelle Agricole de Virunga, s'est progressivement politisée. En 1991, lorsque les Banyarwanda ont été exclus de la conférence nationale qui s'est tenue à Kinshasa pour discuter de l'avenir politique du pays, les organisateurs de MAGRIVI ont appelé les Hutu du Nord-Kivu à protester en rejetant l'autorité des chefs locaux hunde et en refusant de payer les impôts, une menace à prendre au sérieux vu l'importance économique des Banyarwanda.<sup>15</sup>

## La violence éclate

Avec la possibilité de plus en plus imminente de la tenue d'élections démocratiques au début des années 90, l'organisation politique croissante des Hutu a posé une sérieuse menace au pouvoir politique des Hunde, Nande et autres groupes ethniques. Etant donné la majorité numérique des Banyarwanda, les membres des autres groupes auraient eu des difficultés à se maintenir aux postes de chefs ou à d'autres fonctions et à préserver leurs prérogatives si les Banyarwanda avaient été autorisés à voter. La menace de perdre de leur pouvoir lors des élections était particulièrement sérieuse pour les Nyanga et les Hunde qui ne représentaient respectivement que 4 et 3 pour-cent de l'ensemble de la population du Nord-Kivu.<sup>16</sup> Les autorités locales ont donc lancé un programme en 1991 pour identifier et recenser les citoyens zaïrois, procédure qui cherchait à exclure la plupart des Banyarwanda et à leur interdire de voter lors des élections.<sup>17</sup>

Les conflits politiques se sont ajoutés aux affrontements permanents à propos de l'usage de la terre, créant une situation explosive au Nord-Kivu. Les tensions dans la région sont arrivées à leur comble en mars 1993 lorsque Jean-Pierre Kalumbo Mboho, gouverneur du Nord-Kivu à l'époque, a mis publiquement en question la nationalité des Banyarwanda et a

---

<sup>14</sup> Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report on the situation of human rights in Zaire, prepared by the Special Rapporteur, Mr. Roberto Garretón, in accordance with Commission resolution 1995/69," E/CN.4/1996/66, 29 janvier 1996, p. 10-11.

<sup>15</sup> Kayigamba, "Zaire-Human Rights."

<sup>16</sup> Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 399.

<sup>17</sup> USCR, "Inducing the Deluge," p. 9-10.

proposé que les forces de sécurité joignent leurs efforts à ceux des Nyanga et des Hunde pour "exterminer" les Banyarwanda. Le gouverneur a été suspendu fin juillet 1993.<sup>18</sup>

Les attaques menées par les Mai-Mai dans les zones du Masisi et du Walikale et par les Bangirima dans les zones du Rutshuru et du Lubero ont apparemment commencé quelques jours après les commentaires du gouverneur. Les protestations des Hutus lors de l'arrestation d'un dirigeant de MAGRIVI semblent avoir été l'étincelle qui a fait exploser la violence. Le 20 mars, les Mai-Mai ont attaqué les Banyarwanda au marché de Ntoto dans le Walikale après que les Banyarwanda aient hissé un drapeau de leur parti politique que les autres groupes prétendaient à tort être le drapeau d'un gouvernement étranger. Le jour suivant, les violences se répandaient à l'ensemble des zones du Walikale et du Masisi.<sup>19</sup>

D'après le Comité américain pour les Réfugiés, on estimerait à 1.000 le nombre de tués rien que pendant les deux premiers jours des combats. En avril, les attaques contre les Banyarwanda avaient gagné les zones du Lubero et du Rutshuru. Avec le soutien armé des gendarmes locaux, les groupes mai-mai et bangirima ont attaqué les Hutu et les Tutsi avec des fusils, des machettes et des lances et ils ont incendié des centaines d'habitations. Après plusieurs mois d'attaques de ce genre, certains Banyarwanda, surtout des Hutu qui pouvaient compter sur l'organisation mise en place par MAGRIVI, ont formé leurs propres milices pour contre-attaquer, tuant des Hunde et des Nyanga et brûlant leurs habitations.<sup>20</sup>

Les deux camps ont poursuivi leurs attaques violentes au Nord-Kivu de mars à juillet 1993. Les statistiques officielles du gouvernement zaïrois font état de 6.000 morts pendant les six mois de conflit mais les estimations d'OXFAM, de MSF, de Caritas et d'autres observateurs indépendants vont de 7.000 à 40.000 morts, en grande majorité Hutu.

Le HCR a estimé que le nombre de personnes déplacées en raison de la violence s'élevait à 350.000.<sup>21</sup> Les combats ont déclenché une série de pogroms et de nettoyages ethniques au cours desquels les membres du groupe ethnique dominant dans chaque zone ont chassé les membres des groupes ethniques minoritaires. Les milices mai-mai et bangirima ont chassé les Hutu de la zone du Lubero et des districts de Kisimba et d'Ikobo dans la zone du Walikale, tandis que les combattants hutu ont chassé les Hunde et les Nyanga d'une grande partie de la zone du Masisi et des collectivités de Bwito et Bwisha dans la zone du Rutshuru. La violence qui a éclaté en 1993 a déclenché la création d'enclaves ethniques là où les groupes ethniques avaient cohabité auparavant dans des communautés multiethniques. Les communautés qui comprenaient des Hutu, des Tutsi et des Hunde sont devenues quasi exclusivement hutu ou exclusivement hunde.<sup>22</sup>

---

<sup>18</sup> Amnesty International, "Zaïre: Violence Against Democracy," 16 septembre 1993, p.22 et "Masisi ou la guerre oubliée," p.viii.

<sup>19</sup> Raymond Luaula, "Leur nationalité zaïroise ne se marchande pas!" Umoja (Kinshasa), 28 février 1996, p. 2; "Masisi ou la guerre oubliée" p. vii; Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 395-396; USCR, "Inducing the Deluge," p. 10.

<sup>20</sup> "Masisi ou la guerre oubliée," p.vii-viii; Tegera, "La réconciliation communautaire," p. 395-396, "Inducing the Deluge."

<sup>21</sup> "Masisi ou la guerre oubliée," p. vii; Hugh Nevill, "Explosive mix crackling in Eastern Zaire," Agence France Presse, 18 octobre 1994; HCR, "Repatriation of Rwandan Refugees from Eastern Zaire"; Kayigamba, "Zaire-Human Rights."

<sup>22</sup> Commission Justice et Paix/Diocèse de Goma, "Masisi: Zone dévastée, victime de sa richesse, du tribalisme ou du pouvoir," Monde Nouveau (Goma), novembre-décembre 1995; USCR, "Inducing the Deluge"; et témoignages recueillis auprès de réfugiés zaïrois par Human Rights Watch/FIDH.

La position des Tutsi dans ce conflit varie d'une région à l'autre. Dans certaines zones, ils sont considérés comme faisant bloc avec les Hutu pour former la population banyarwanda et ils ont donc été pris pour cibles. Dans d'autres zones, n'étant pas organisés politiquement, ils n'ont pas été considérés comme des menaces et n'ont pas été affectés par les combats. Selon Emmanuel, un Munyarwanda du Walikale, "Dans le Masisi... parfois les Hunde ont tué des Tutsi, parfois des Hutu ont tué des Tutsi. Dans l'Ikobo, les Hunde ont laissé les Tutsi en paix. Dans le Kisimba, les Hunde ont chassé à la fois les Hutu et les Tutsi. Et à Bwito, les Hutu ont chassé les Hunde mais les Tutsi sont restés."<sup>23</sup> Selon d'autres sources, dans certains zones du Masisi et du Rutshuru, les Hutu et les Tutsi se sont unis pour combattre les Hunde et d'autres groupes.<sup>24</sup>

Bien que les Mai-Mai et les Bangirima soient des milices civiles composées principalement de jeunes, tant les témoins locaux que les observateurs internationaux s'accordent à dire que ces milices ont agi avec l'aval et les encouragements des autorités locales hunde et nande. D'après Ngirabakunzi, un Tutsi de la zone du Lubero:

Les chefs traditionnels, les baami, ont dit que les Hutu étaient chassés [du Lubero et du Walikale] à cause de MAGRIVI. Il y avait beaucoup d'hostilité à l'égard de MAGRIVI, la mutuelle hutu. Cette organisation s'était engagée dans la politique et essayait d'avoir ses propres chefs. De là est né le grand conflit entre les chefs, qui étaient nande et hunde, et les Hutu. Les Hutu ont été pourchassés par des hordes de bandits qui n'avaient pas peur de faire couler le sang. Mais les chefs étaient derrière eux, ils les soutenaient. Lorsqu'ils ont eu terminé, il ne restait pas un seul Hutu sur notre territoire. Mais nous, les Tutsi, nous n'avons eu aucun problème. Les chefs nous ont dit que les Tutsi ne leur posaient pas de problèmes parce qu'ils n'avaient pas de mutuelle.<sup>25</sup>

Le rôle de l'armée et des forces de sécurité zaïroises dans le conflit de 1993 n'est pas clair. Certains témoins prétendent que les membres des Forces Armées Zaïroises (FAZ) se sont unis aux Bangirima pour attaquer les Banyarwanda. Certains Hunde prétendent que les soldats des FAZ ont offert une protection spéciale aux Banyarwanda qui, contrairement aux Hunde, avaient les moyens de se payer leurs services. Dans les rapports qu'elles ont publiés, plusieurs organisations de l'Eglise catholique soutiennent que les gendarmes ont apporté un large soutien aux Mai-Mai pendant leurs attaques. Nombreux sont les témoignages qui font clairement ressortir que dans bon nombre de cas, plutôt que d'intervenir pour calmer la situation, les soldats ont profité de l'insécurité pour se livrer au pillage dans les deux camps.<sup>26</sup> Une chose est cependant claire: le gouvernement a menacé de retirer sa nationalité zaïroise à la population de langue kinyarwanda et ce faisant, de la marginaliser de la vie politique, objectif d'ailleurs partagé par ceux qui les attaquaient. D'autre part, le gouverneur avait ouvertement exprimé son soutien par rapport à leur "extermination".

La violence s'est poursuivie au Nord-Kivu avec différents degrés d'intensité jusqu'en juillet 1993, date à laquelle un groupe d'Eglises et d'organisations non gouvernementales (ONG) locales ont réuni les membres des groupes en conflit pour tenter d'apaiser les tensions dans la région. Les participants aux rencontres ont conclu que le conflit avait été manipulé par les politiciens zaïrois mais ils ne sont pas parvenus à résoudre les problèmes sous-jacents. Toujours en juillet, le Président Mobutu s'est rendu en visite à Goma et a ensuite déployé des

---

<sup>23</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH, Gisenyi, Rwanda, 17 avril 1996.

<sup>24</sup> Kayigamba, "Zaire-Human Rights."

<sup>25</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH, Camp de Transit de Nkamira, Rwanda, 5 avril 1996.

<sup>26</sup> USCR, "Inducing the Deluge," p. 10; "Masisi ou la guerre oubliée," p.viii.

troupes de la Division Spéciale Présidentielle (DSP), la division militaire d'élite du pays. La DSP n'a pas ouvertement pris parti mais a plutôt contribué à empêcher les combats et à ramener un peu l'ordre dans la région.<sup>27</sup> Cependant, les problèmes cruciaux de la nationalité, la distribution des terres et la représentation politique n'avaient pas été résolus et les autorités, tant provinciales que nationales, ne montraient aucun intérêt à rechercher une solution durable. Plusieurs rencontres organisées avec le concours d'OXFAM, de groupes d'Eglises et autres ONG locales ont réuni des représentants de divers groupes ethniques au début de l'année 1994. Ces rencontres ont abouti à des propositions visant à instaurer une paix durable dans la région - la principale étant une solution au problème de la nationalité - mais les responsables du gouvernement n'ont apporté aucune réponse à ces propositions. Vu l'atmosphère encore très tendue et les dizaines de milliers de personnes déplacées encore loin de chez elles, les conditions étaient réunies pour que le conflit reprenne.<sup>28</sup>

## Génocide au Rwanda et conflit ethnique au Zaïre

Le génocide déclenché au Rwanda après l'accident d'avion qui a tué les présidents rwandais et burundais en avril 1994 et la reprise des combats entre le FPR et les forces gouvernementales rwandaises ont été l'étincelle qui a déclenché une nouvelle flambée de violences ethniques au Nord-Kivu. Lorsque les nouvelles des massacres au Rwanda ont commencé à filtrer au Zaïre, de profondes divisions sont apparues entre les communautés tutsi et hutu du Zaïre. Des rapports indiquent que quelques attaques hutu avaient déjà eu lieu contre les Tutsi au Zaïre en mai 1994 mais la violence contre les Tutsi s'est généralisée après l'arrivée au Nord-Kivu en juillet d'environ 720.000 réfugiés hutu en provenance du Rwanda. La majorité de ces réfugiés, dont beaucoup étaient impliqués dans les massacres de Tutsi au Rwanda, se sont installés dans des camps de réfugiés près de Goma, mais d'autres se sont incorporés aux communautés locales hutu à Goma, Rutshuru, Kalehe et dans le Masisi.<sup>29</sup>

Des témoins ont déclaré que les milices interahamwe ont poursuivi leurs violences contre les Tutsi après leur arrivée au Zaïre et les premières attaques interahamwe contre les Tutsi au Zaïre ont eu lieu la dernière semaine de juillet 1994.

Semasaka, un Tutsi qui vivait dans la ville de Sake dans le sud du Masisi décrit comment sa famille a été attaquée en août 1994:

Les réfugiés hutu fuyant le Rwanda sont arrivés dans le Masisi en juillet 1994. Ils ont essayé de rester ensemble en groupes. Ils voulaient continuer ce qu'ils avaient commencé au Rwanda. Les Hutu arrivés du Rwanda organisaient des réunions secrètes la nuit avec les Hutu du Zaïre et les Hutu zaïrois ont commencé, à former l'Interahamwe avec les Hutu du Rwanda. Ils ont commencé à voler des vaches, à prendre les femmes tutsi de force. Ils ont commencé à tuer, à piller et à violer, comme ils l'avaient fait au Rwanda... La région est vaste ici et il y avait beaucoup de vaches; c'était un bon endroit pour nous. Mais on ne peut pas rester là où on nous tue.

<sup>27</sup> Département des Affaires Humanitaires des Nations Unies (DAH), Integrated Regional Information Network, "Situation Report on Masisi and Rutshuru, North Kivu, Zaïre," 10 mai 1996.

<sup>28</sup> DAH, "Situation Report on Masisi"; Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 12.

<sup>29</sup> Nevill, "Explosive Mix Crackling"; Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée"; "Masisi ou la guerre oubliée"; DAH, "Situation Report on Masisi".

Outre le fait qu'elles craignent de perdre de leur pouvoir politique, c'est un sens profond du devoir moral qui a insufflé aux milices mai-mai et bangirima la volonté de poursuivre leur lutte. Pour beaucoup de Hunde et de Nyanga, la guerre est un combat noble en ce sens qu'ils défendent la terre de leurs ancêtres et leurs prérogatives historiques face à ceux qu'ils considèrent être des intrus venus de l'étranger.

Le conflit dans le Masisi et le Rutshuru ne s'est pas limité à des raids lancés contre des villages dans le pur style de la guérilla, avec des tués, des femmes violées et des biens volés. Au cours des derniers mois, une guerre ouverte a éclaté entre les Mai-Mai et les Interahamwe, les deux groupes luttant pour un contrôle du territoire et les Tutsi, pris pour cible par les Interahamwe, ayant cherché refuge dans les villes devenues à prédominance hunde. Les exemples d'attaques ne manquent pas. En voici quelques-uns:

- Près de 800 Tutsi qui s'étaient rassemblés dans la paroisse de Mokoto dans le Masisi ont été attaqués par des milices hutu le 12 mai 1996. 700 environ ont réussi à fuir et à trouver refuge temporairement dans la ville de Kichanga peuplée majoritairement de hunde, mais une bonne centaine de Tutsi qui tentaient de se réfugier dans l'église de Mokoto auraient été tués.<sup>44</sup>
- Selon Gabriel, un Tutsi qui cherchait refuge dans la ville de Tongo dans le Rutshuru, plusieurs Interahamwe, venant pour la plupart des camps de réfugiés, auraient été arrêtés le 11 avril alors qu'ils passaient par Tongo. Ils avaient sur eux des fusils et des munitions qui, ont-ils avoué, devaient servir aux Interahamwe lors de l'attaque prévue contre la ville de Kichanga située dans le Masisi, juste de l'autre côté de la frontière. D'après Gabriel, l'attaque de Kichanga a eu lieu ce jour-là mais les Interahamwe ont été repoussés par les milices hunde. Gabriel a déclaré qu'il connaissait un Hutu et deux Tutsi qui avaient été tués dans la bataille.<sup>45</sup>
- Début mars, les milices hutu ont attaqué la paroisse de Mweso où plusieurs milliers de Hutu et de Tutsi déplacés avaient cherché refuge. Selon Hakizimana, un jeune Tutsi de Bibwe, les Interahamwe ont tiré sur le personnel humanitaire qui déchargeait des vivres pour les personnes déplacées. Hakizimana raconte:  
Après cela, le président de MAGRIVI, Eraste, est arrivé de Busumba dans le Masisi. Il est venu à Mweso avec les Interahamwe et a dit, "Vous devez d'abord donner des vivres aux Interahamwe avant d'en distribuer aux Hunde et aux Tutsi. Sinon, on vous tuera tous."<sup>46</sup>
- Selon diverses sources, en février, les milices hutu ont attaqué Sake, une ville située près du Lac Kivu et considérée comme un bastion hunde. Les attaques ont forcé beaucoup d'habitants à s'enfuir, y compris le chef hunde local qui a cherché refuge à Goma. Plusieurs attaques ont suivi, notamment une qui a eu lieu le 26 avril, faisant de nouveaux morts et de nouveaux blessés.<sup>47</sup>

<sup>44</sup> Samantha Bolton, "3,000 Tutsis under threat in Masisi-Zaire", Médecins Sans Frontières, 22 mai 1996; et reportage sur la BBC le 13 mai 1996.

<sup>45</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH, Camp de transit de Nkamira, 16 avril 1996.

<sup>46</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH, Camp de transit de Nkamira, 17 avril 1996.

<sup>47</sup> Luala, "Leur nationalité zaïroise ne se marchande pas!", p.2; HCR, "Situation dans le Masisi"; et témoignage de Semasaka recueilli à Gisenyi le 6 avril 1996.

- Des témoins de Bibwe dans le nord du Masisi racontent qu'à l'aube du 25 janvier 1996, les Mai-Mai ont attaqué le centre commercial de Bibwe, tuant dix Hutu et forçant tant les Hutu que les Tutsi à fuir rapidement la communauté et à se cacher. Plus tard dans la journée, un groupe important d'Interahamwe a fait une incursion dans la communauté, tuant un bon nombre de personnes, notamment plusieurs Hutu locaux qu'ils considéraient comme des traîtres. Les Interahamwe ont obligé quelque 500 Hunde et Tutsi de Bibwe à chercher refuge dans la paroisse de Mweso.<sup>48</sup>
- La Commission Justice et Paix du Diocèse catholique de Goma a communiqué que le 9 décembre 1995, des milices hunde avaient attaqué le village de Bikenge dans le Masisi. Plus de trente personnes ont été tuées, dont quatre soldats zaïrois. En représailles, les FAZ ont pillé et brûlé les habitations des Hunde dans différents coins du Masisi.<sup>49</sup>

## Renvoyer les Tutsi au Rwanda

Alors que les combats ont déplacé des milliers de Hunde, Nyanga et Hutu, les obligeant à quitter leurs maisons pour aller chercher refuge dans d'autres parties du Nord-Kivu, des milliers de Tutsi se sont vus forcés de quitter le pays et de trouver refuge au Rwanda. Les Tutsi, qui en général ne faisaient pas partie des milices, ont été pris pour cible par les deux camps. Alors que les attaques de 1994 et de la mi-95 visaient les réfugiés tutsi originaires du Rwanda qui étaient arrivés au Zaïre dans les années 60 et 70, les violences actuelles affectent également les Tutsi zaïrois, ceux qui sont originaires des anciens territoires rwandais faisant partie aujourd'hui du Zaïre ou ceux dont les familles ont émigré dans la région dans les années 30 et 40. Les Mai-Mai/Bangirima et les Interahamwe insistent pour que les Tutsi "retournent au Rwanda", qu'il s'agisse ou non de réfugiés rwandais. Certains Interahamwe veulent absolument que les Tutsi quittent le Zaïre et aillent au Rwanda puisque le Rwanda est devenu un "pays tutsi", et ils demandent que le Nord-Kivu soit réservé aux Hutu.<sup>50</sup>

Les attaques contre les Tutsi zaïrois ont débuté dans le Masisi et le Rutshuru en janvier et février 1996 et ont progressivement gagné le Lubero et le Walikale. Selon les estimations du HCR, au cours des quatre derniers mois de 1995, 11.825 réfugiés qui étaient déjà considérés comme "affaires classées", c'est-à-dire ceux qui avaient fui le Rwanda avant 1994, ont quitté le Zaïre pour rentrer au Rwanda. Durant les trois premiers mois de 1996, 10.164 Tutsi zaïrois sont passés du Nord-Kivu au Rwanda. Entre mars et mai 1996, plus de 8.000 Tutsi zaïrois ont traversé la frontière rwandaise.<sup>51</sup> En juin, environ 3.200 personnes ont fait la même chose. Selon le HCR, 17.233 demandeurs d'asile zaïrois auraient franchi la frontière rwandaise avant fin juin 1996. Un petit nombre de Hunde se sont également enfuis au Rwanda.

<sup>48</sup> Témoignage de Hakizimana, Habiman et Nyirantunzuwami recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 17 avril 1996.

<sup>49</sup> Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p.13.

<sup>50</sup> DAH, "Situation Report on Masisi and Rutshuru"; Antonie, "Suspected Hutu killers".

<sup>51</sup> Services des Statistiques du HCR, Antenne du HCR à Gisenyi/Ruhengeri, statistiques mensuelles sur les rapatriements en 1996; Service des Statistiques du HCR, Kigali, statistiques annuelles 1995, statistiques mensuelles 1996.

Habimana, un Tutsi de Bibwe dans le Masisi, décrit comment les attaques contre les Tutsi ont commencé dans sa communauté en janvier 1996:

Dans notre communauté, les Tutsi n'avaient jamais eu de problèmes avant janvier [1996]. Les combats entre Hunde et Hutu duraient depuis 1993. En 1993, les Mai-Mai et MAGRIVI avaient volé tout notre bétail. Ils avaient seulement emmené notre bétail et nos chèvres. Ils n'avaient pas pillé nos maisons et ne s'étaient pas attaqués aux personnes. Mais après cela, le calme est revenu parce que les militaires sont arrivés et ont mis fin aux combats. Ils ont désarmé les Hutu... Lorsque les Interahamwe sont arrivés du Rwanda, ils ont dit aux Hutu de reprendre les armes. Jusque là, la situation était calme mais les Interahamwe ont commencé à organiser les Hutu. Un fusil L4 pouvait s'acheter en échange de quatre vaches. Les Hutu ont commencé à s'armer. Ils ont commencé à nous dire de retourner au Rwanda parce que les Tutsi s'étaient emparés du Rwanda. "Nous ne voulons pas de Tutsi ici, parce que c'est à cause de vous que nous avons dû fuir notre pays. Retournez au Rwanda." Des Hutu sont arrivés d'autres endroits et ils ont été hébergés par des voisins. Puis, ils ont attaqué les maisons pendant la nuit.<sup>52</sup>

Gasamuyinga Rutshogoza, un Tutsi d'âge moyen originaire de Bukombo, un district de la collectivité de Bwito située dans le Rutshuru, juste à la frontière avec le Masisi, raconte comment un groupe de Hutu zaïrois et rwandais a attaqué les Tutsi dans sa communauté le 4 mars:

Les abacombattants [hutu] ont d'abord brûlé la maison d'une veuve... Ils ont brûlé beaucoup de maisons de Tutsi mais n'ont pas touché aux maisons des Hutu. C'était des habitants de Bukombo, aidés par des gens du Masisi. Il y avait beaucoup de Hutu rwandais à Bukombo. Beaucoup. Ils sont venus chercher les jeunes Hutu qui vivaient dans la communauté et leur ont fait suivre un entraînement paramilitaire... Un groupe de voisins a lancé des attaques, avec à sa tête le Capitaine Sibomana. C'était le "chef" du village, le dirigeant d'un groupe de jeunes. Ce n'était pas un titre officiel mais après qu'il ait gagné beaucoup d'argent en élevant des cochons, ils l'ont appelé capitaine. C'est lui qui a volé mon argent et mes biens. Ils sont arrivés à 11 heures du soir. Ils ont attaqué la maison avec des machettes. Ils ont tué mon père, Rwangaguhaba, à coup de machettes. Ils ont aussi tué un autre voisin. Ma mère a été blessée mais elle n'a pas été tuée."<sup>53</sup>

Les survivants de Bukombo ont dressé une liste comprenant au moins onze Tutsi de la communauté tués lors de l'attaque du 4 mars: Rwangaguhaba, Bajoje Rwamuhizi, François Ndamiyumuhatsi, Kwisebura, Kamanzi, Ngarambe, Kabanda, Marthe et son fils, Nyaramba et Rutsitsi.<sup>54</sup> Après l'attaque, les Tutsi de Bukombo se sont réfugiés pas très loin de là dans la paroisse catholique de Birambizo où les abacombattants hutu les ont attaqués quelques semaines plus tard.

Plusieurs témoins ont déclaré que les Tutsi vivant près de Tongo dans la collectivité de Bwito dans le Rutshuru avaient été attaqués par les Interahamwe à la mi-mars. Un survivant

---

<sup>52</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira, le 17 avril 1996.

<sup>53</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira, le 16 avril 1996.

<sup>54</sup> Sur base des témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira, le 16 avril 1996 et à l'hôpital de Gisenyi le 17 avril 1996.

raconte qu'après que sa maison ait été mise à sac, il a été attaqué alors qu'il fuyait vers Tongo avec un groupe d'autres Tutsi, accompagnés de deux chefs de la localité qui avaient offert de les escorter: "En chemin, nous avons été attaqués par un groupe qui s'est livré au pillage. Ils ont pris tout ce que nous avons emporté. Ils ont même pris nos vêtements." Les réfugiés tutsi ont été regroupés dans divers endroits de Tongo et placés sous la protection de gendarmes. Mais les Interahamwe sont venus les attaquer malgré tout.<sup>55</sup>

Depuis la fin mars, les violences contre les Tutsi se sont propagées aux zones dominées par les Hunde, les Nande et les Nyanga dans le Walikale et le Lubero. Les attaques contre les Tutsi dans la zone du Walikale ont débuté dans un district portant le nom d'Iboko qui, avec le district voisin de Kisimba, est devenu un lieu de regroupement important pour les réfugiés hunde et nyanga fuyant les violences du Masisi. Lorsque les réfugiés sont arrivés dans le district, ils ont constaté qu'une grande partie des terres étaient contrôlées par les Tutsi qui les utilisaient comme pâturages pour leur bétail et leurs chèvres. Tout comme les réfugiés hutu du Rwanda l'avaient fait en arrivant dans le Masisi et le Rutshuru, les Hunde et les Nyanga déplacés qui sont arrivés à Iboko ont cherché à radicaliser la population hunde et nyanga locale connue sous le nom de Bakobo. Les personnes déplacées ont été incorporées aux milices mai-mai locales.<sup>56</sup>

Les premières attaques mai-mai qui visaient tout spécialement les Tutsi ont commencé aux alentours du 14 mars à Iboko. D'après un jeune tutsi du village de Katikwu dans le Walikale:

Un groupe de quatre-vingt à cent personnes est arrivé vers 17 heures. Elles étaient armées de couteaux, de lances et de fusils. Elles sont allées chez mon voisin, Sebatware, et ont volé ses vaches. C'était la première attaque. Les bandits sont revenus, puis sont repartis et les attaques se sont succédées... Lorsque nous avons vu qu'ils allaient voler tout notre bétail, nous sommes allés à Mirigi, un district tout proche, dans le Lubero.

Une semaine plus tard, ils sont venus à Mirigi pour une nouvelle attaque. Cette fois, je les ai vus de mes propres yeux. Nous avons trouvé refuge chez nos amis à Mirigi. Les bandits sont venus vers 10 heures du matin. Cette fois, ils ont pris beaucoup de vaches. Ils ont volé toutes mes vaches, j'en avais soixante-dix, et ils en ont pris cent à l'ami chez qui je logeais. Nous avons donc fui et sommes arrivés à Kanyabayonga. Nous n'avions plus de bétail, nous sommes simplement partis avec nos familles... Une fois là, ils nous ont harcelés. 'Allez au Rwanda. C'est votre pays.', disaient les Nande. Certains soldats nous disaient cela aussi.<sup>57</sup>

Après plusieurs raids mai-mai contre les Tutsi à Iboko, la plupart des Tutsi locaux se sont enfuis avec le bétail qui leur restait dans le Lubero, une zone voisine où vivaient beaucoup de vachers. Les Mai-Mai d'Iboko ont cependant poursuivi les Tutsi jusque dans le Lubero. Selon plusieurs témoignages recueillis par les chercheurs de HRW/Afrique et de la FIDH, les Mai-Mai du Walikale se sont joints aux milices locales hunde et nande bangirima du Lubero pour attaquer à la fois les Tutsi du Walikale et ceux du Lubero.

Nyirasengo Kabami, une Tutsi du village de Mwekwe dans la zone du Lubero, raconte qu'elle et sa famille se sont réfugiées dans le village voisin de Mbabinyo lorsqu'elles ont appris

<sup>55</sup> Témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 16 avril 1996.

<sup>56</sup> Témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira en avril 1996.

<sup>57</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

que les Bangirima étaient venus attaquer leur village mais les Bangirima ont bientôt lancé des attaques sur Mbabinyo également:

Nous avons attendu à Mbabinyo et les bandits sont arrivés. C'était des Bangirima. Nous logions chez des amis nande. D'autres Nande sont arrivés et nous ont dit de nous cacher parce que les bandits, les Bangirima, arrivaient. Nous avons envoyé notre bétail tout au bout de la rue pour le cacher. Les bandits sont arrivés là où nous nous cachions. Les amis qui nous cachaient avaient fermé la porte, nous laissant à l'intérieur. Les bandits leur ont demandé s'il y avait des Tutsi dans les parages. Nos amis ont répondu que non. Les bandits avaient des lances et des fusils. Ils étaient plus de quarante. Nos amis nande ont fait tout ce qu'ils ont pu pour nous sauver la vie. Ils ont dit que notre bétail était tout au bout de la rue; alors, les bandits ont suivi la route pour rattraper les vaches et les voler. Ils ont pris la voiture qui était à la maison pour poursuivre les vaches. Ils ont ramené la voiture par la suite et sont partis. De notre côté, nous sommes partis à Kanyabayonga dans cette même voiture... J'ai vu les bandits. Je regardais par la fenêtre lorsqu'ils sont venus à la maison. Ils m'étaient tous inconnus. De toutes façons, je n'aurais pu reconnaître personne vu qu'ils portaient des écorces d'arbres et des peaux d'animaux... Ils portaient même des jupes et des robes. Leurs visages étaient couverts de noir pour qu'on ne puisse pas les identifier.

Quand ils sont repassés à la maison où nous nous cachions, ils ont dit que les Tutsi devaient retourner chez eux [au Rwanda]. Ils ont ajouté que s'il y avait des Tutsi ici, ils devaient partir immédiatement. Sinon, ils reviendraient pour les tuer.<sup>58</sup>

Alors que les attaques contre les Tutsi gagnaient rapidement l'ensemble du Walikale et du Lubero, des centaines de Tutsi, en grande majorité zairois, ont, selon les témoins, commencé à converger sur le centre de Kanyabayonga. L'armée zairoise avait organisé des bus pour transporter les Tutsi de Kanyabayonga à Goma en échange de 12 \$US. De Goma, ils pouvaient rejoindre le Rwanda et se mettre en sécurité. Des témoins ont déclaré que les Tutsi déplacés se bousculaient pour essayer de trouver l'argent nécessaire pour acheter des billets de bus pour leurs familles. Selon un directeur d'école de Kanyabayonga:

Les réfugiés venus avec les têtes de bétail qui leur restaient les ont vendus à prix modiques avant de partir. Les vaches auraient pu en fait se vendre 200\$, et même plus si elles étaient grosses et bien portantes. Les réfugiés ont dû les vendre à 20\$.<sup>59</sup>

Les bus ont commencé à quitter Kanyabayonga à la fin mars. Le 2 avril, les Mai-Mai et les Bangirima ont attaqué la ville même de Kanyabayonga. D'après le directeur d'école et d'autres témoins, les attaquants étaient accompagnés de Nande locaux qui leur indiquaient les maisons des Tutsi et participaient aux attaques. Les militaires n'ont rien fait pour protéger la ville. Les Tutsi se sont réfugiés dans la brousse et sont revenus le soir, une fois les attaquants partis. Les jours qui ont suivi, des milliers de Tutsi de la communauté ont choisi de partir à Goma avec les bus militaires.<sup>60</sup>

---

<sup>58</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

<sup>59</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

<sup>60</sup> Basé sur les témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

Suite aux attaques dans le Walikale et le Lubero, les arrivées massives de réfugiés tutsi zaïrois au Rwanda ont commencé le 27 mars 1996. Selon les chiffres du HCR, entre le 27 mars et le 16 avril, soit en l'espace de trois semaines, 4.820 Tutsi zaïrois ont fui le Nord-Kivu pour se rendre au Rwanda. A la fin mai, plus de 8.000 Tutsi zaïrois étaient regroupés dans deux camps tout proches de la frontière zaïroise, dans la préfecture rwandaise de Gisenyi. Dans la même période, des milliers d'autres Tutsi étaient regroupés dans des centres situés dans différents points du Nord-Kivu tels que Kikuku, la ville de Rutshuru, Tongo et Kichanga, où ils continuaient à subir les harcèlements des milices, en particulier des milices interahamwe. Beaucoup de Tutsi ont eu peur de faire le voyage au Rwanda car la route menant à la frontière longeait les camps de réfugiés rwandais et d'autres zones où les milices hutu étaient fortes.<sup>61</sup> Karambizi Ntabaringamira, un jeune Tutsi de Ngolo, dans la collectivité de Bwito, a été blessé une première fois par les Interahamwe dans le Rutshuru et une nouvelle fois par des réfugiés hutu lorsque les militaires zaïrois ont arrêté le véhicule dans lequel il se trouvait près d'un grand camp de réfugiés:

Nous avons quitté Rutshuru hier [le 15 avril]. Nous sommes passés près de Kibumba [camp de réfugiés] à 7 heures du matin environ. J'ai été à nouveau touché par une pierre, à la même jambe. Je me trouvais dans un véhicule avec quelques autres personnes, pas dans un bus. Des soldats zaïrois nous ont arrêtés à Kibumba à un poste de contrôle. Ils exigeaient de l'argent pour nous laisser passer. Alors que le conducteur négociait avec les soldats, des Interahamwe sont arrivés et ont commencé à nous menacer. Ils nous ont dit, "Où allez-vous? Nous allons vous suivre et vous tuer. Même si vous allez au Rwanda, nous vous suivrons pour vous tuer." Et ils nous ont lancé des pierres.<sup>62</sup>

Beaucoup de Tutsi interrogés pour ce rapport ont insisté sur le fait que même s'ils parlent kinyarwanda, ils sont zaïrois, pas rwandais. Leurs familles vivent au Zaïre depuis des générations et ils n'ont aucun lien avec le Rwanda. Le cas de Gasamuyinga Rutshogoza est typique de beaucoup d'autres réfugiés arrivés récemment au Rwanda:

Ma famille est zaïroise. Mon père et mon grand-père sont tous deux nés à Jomba [au Zaïre]. Ils se sont installés à Bukombo quand mon père était jeune. Ils m'ont laissé de grandes étendues de terres à Bukombo.<sup>63</sup>

## Une campagne pour la création d'enclaves ethniques

Le but premier des attaques ayant eu lieu dans le Nord-Kivu était de créer des enclaves ethniquement pures en forçant les membres des groupes ethniques rivaux à quitter la zone convoitée. Les réfugiés hutu en particulier, craignant d'être rapatriés de force au Rwanda, ont cherché à étendre la superficie des terres qu'ils occupaient en visant les membres des autres groupes ethniques. Les réfugiés hutu ont cherché à s'assurer, si les camps de réfugiés venaient

<sup>61</sup> HCR, Service de Statistiques; Mseteka Buchizya, "Thousands on move from violence in Eastern Zaire", Reuters, 7 mai 1996; Chris Tomlinson, "Zaire/Refugees", Voice of America, 29 mai 1996.

<sup>62</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 16 avril 1996.

<sup>63</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 16 avril 1996.

à fermer, un endroit où se replier autre que le Rwanda où beaucoup risqueraient d'être arrêtés pour avoir participé au génocide de 1994. Lorsque les Interahamwe ont chassé les Hunde et les Nyanga de certaines zones du Masisi et du Rutshuru, ces derniers ont à leur tour cherché à acquérir de nouvelles terres où s'établir. Pour les Mai-Mai/Bangirima et les Interahamwe, les Tutsi ont été les cibles logiques de ces attaques car malgré leur nombre relativement limité, ils contrôlaient de larges étendues de terres utilisées comme pâturages.<sup>64</sup>

Différents moyens ont été utilisés pour forcer les populations visées à fuir les zones destinées à devenir des enclaves ethniques. Le pillage est un moyen auquel ont largement recouru les milices pour chasser les groupes ethniques rivaux de leurs maisons. Tant les milices Mai-Mai/Bangirima que les milices Interahamwe se sont livrées à des pillages sur une grande échelle, volant le bétail et les biens. Un certain nombre de réfugiés se plaignent d'avoir été attaqués et même dépouillés de leurs vêtements. Dans bon nombre d'endroits, les milices ont également incendié les maisons. En détruisant les habitations des groupes rivaux et en leur enlevant leurs moyens de subsistance, les milices avaient clairement l'intention de les obliger à partir.

Lors de certaines attaques où les milices se sont livrées au pillage, la violence était assez limitée, particulièrement dans le Walikale et Lubero. Mais il ne s'agissait pas de simple banditisme; l'intention des pillages était manifestement d'encourager les victimes à quitter la région puisque lors de pratiquement toutes les attaques, les victimes ont reçu l'ordre de fuir et elles ont été menacées de violences si elles restaient. Par exemple, les 27 et 28 mai, les Mai-Mai et les Bangirima ont pillé la communauté rurale de la zone du Lubero où vivait Gilbert, un enseignant tutsi né dans la zone du Rutshuru. Lors de la première attaque, les milices ont volé cent vaches et le lendemain, ils en ont volé cinquante autres. Ngirabakunzi témoigne:

Lorsqu'on prend votre bétail, lorsqu'on vous enlève vos moyens d'existence, c'est un grand choc moral. Nous avons pleuré. Ceux d'entre nous qui ont été volés ont pleuré lorsqu'on leur a enlevé leur bétail. Ils nous ont dit, "Ne pleurez pas pour votre bétail; pleurez plutôt pour le sang que nous allons verser la prochaine fois que nous viendrons!" Ils ont ajouté, "Retournez au Rwanda, c'est là que se trouve votre pays". Dans le Lubero, j'ai des terres que j'ai cultivées et j'ai du bétail. Au Rwanda, je n'ai rien.<sup>65</sup>

Selon de nombreux témoignages, les Mai-Mai, les Bangirima et les Interahamwe ont tous conseillé aux Tutsi de "retourner au Rwanda". Les Mai-Mai et les Bangirima ont utilisé le même argument contre les Hutu. Un réfugié de Bibwe raconte:

Les Mai-Mai sont arrivés à 5 heures du matin et nous nous sommes enfuis dans la forêt. Ils ont pillé nos maisons, cassé nos radios et nos appareils, déchiré notre argent. Ils ont déclaré, "Tous les Rwandais doivent faire leurs bagages et aller au Rwanda." Pour eux, aucun Tutsi ni Hutu ne doit rester.<sup>66</sup>

Le pillage a été largement utilisé contre les Tutsi qui sont considérés comme le groupe le plus riche de la région mais il a aussi affecté d'autres groupes.

La violence a été le principal moyen utilisé pour expulser les Tutsi (et d'autres) dans le Masisi et le Rutshuru. Nous ne disposons pas actuellement de statistiques précises concernant

---

<sup>64</sup> Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 12; DAH, "Situation report on Masisi and Rutshuru".

<sup>65</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

<sup>66</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 17 avril 1996.

le nombre de personnes tuées depuis que le conflit a repris à la fin de l'année dernière mais il est clair que les victimes se comptent par centaines et leur nombre ne cesse d'augmenter. Une jeune femme qui a fui Bishusha dans le Rutshuru en juin 1995 pour se rendre au Rwanda a expliqué ce qui suit:

Dans notre région, il y avait un mélange de Hutu, de Tutsi et de Hunde. Les Hunde ont commencé par attaquer les Interahamwe pour qu'ils retournent au Rwanda. Puis ils ont attaqué tout le monde. Maintenant, les Tutsi sont partis mais les Hutu sont restés et il y a des combats entre Hutu et Hunde.<sup>67</sup>

Les attaques décrites dans le présent rapport ne sont que des exemples choisis, leur liste n'est en aucun cas exhaustive. Certains endroits, tels que Sake, Kichanga et la ville de Masisi ont été attaqués à maintes reprises par les Interahamwe qui cherchaient à chasser les Hunde, les Nyanga et les Tutsi. D'autres communautés dans le Rutshuru et le Lubero ont été très souvent attaquées par les Bangirima et les Mai-Mai qui voulaient chasser les Hutu et les Tutsi. Au départ, les attaques des milices consistaient en des raids contre des communautés au cours desquels quelques personnes étaient tuées et les biens étaient pillés, apparemment dans l'intention d'effrayer les survivants et les forcer ainsi à fuir. Mais depuis février, les attaques sont devenues beaucoup plus sanglantes, comme lors du massacre de la paroisse de Mokoto. Un autre fait troublant serait les combats soutenus qui ont lieu entre différents groupes de milices luttant pour contrôler certains territoires. Les villes de Sake, Kichanga, Bambu et autres ont été le théâtre d'une succession de combats, des membres des milices ont été tués dans les deux camps et de nombreux civils ont été blessés ou tués.<sup>68</sup>

Dans certaines zones, le viol des femmes et des filles semble avoir été pratique courante, en particulier dans le Masisi et le Rutshuru. Bien que beaucoup de personnes interrogées pour ce rapport étaient peu disposées à aborder ce sujet, plusieurs ont confirmé que les milices avaient commis des viols lors des attaques contre leurs communautés. La violence sexuelle contre les femmes a été un moyen efficace pour forcer les populations à fuir de chez elles, à la fois en raison des graves conséquences sociales que cela suppose pour les victimes et en raison de l'image négative que cela donne aux pères et aux maris qui sont censés protéger les femmes de leur communauté. Le viol était une arme de guerre utilisée contre les femmes tutsi lors du génocide au Rwanda. Depuis la reprise du conflit au Nord-Kivu, les accusations de viol de femmes tutsi par les membres des milices interahamwe ont été fréquentes, ce qui semble indiquer une poursuite des pratiques utilisées au Rwanda. Néanmoins, toutes les milices ont été accusées de viols et les femmes de toutes les communautés ethniques ont été visées.

Le processus de violence ethnique a été entretenu par le fait que les Mai-Mai et les Bangirima, ou les Interahamwe, ou les deux à la fois, ont pourchassé les populations qui fuyaient pour trouver refuge ailleurs. Les Interahamwe ont attaqué les Hunde et les Tutsi qui s'étaient réfugiés dans les églises et les écoles de Mweso, Kichanga, Matanda, Mokoto, Birambizo, Tongo et Rutshuru, cherchant à les faire quitter définitivement le Masisi et le Rutshuru. Les Mai-Mai d'Iboko dans le Walikale ont pourchassé les Tutsi dans le Lubero, essayant de les faire quitter le pays. Beaucoup de réfugiés fuyant le Nord-Kivu racontent que lorsqu'ils fuyaient d'une communauté à l'autre, les Mai-Mai ou les Interahamwe, ou les deux groupes à la fois, les ont suivis et attaqués pour les forcer à poursuivre leur route. Le but de

---

<sup>67</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH dans le centre commercial de Nkamira le 16 avril 1996.

<sup>68</sup> Mseteka, "Thousands on move"; Tomlinson, "Zaire/Refugees"; et témoignages recueillis par Human rights Watch/FIDH.

cette poursuite semble être de repousser les populations aussi loin que possible de chez elles pour que leur retour devienne de plus en plus difficile.<sup>69</sup>

Toutes ces stratégies ont eu pour effet de créer des territoires ethniques. Comme le faisait remarquer en février la Commission Justice et Paix du Diocèse catholique de Goma, les combats ont dévasté la région:

Les attaques sont dirigées de façon systématique et village par village. Des villages entiers sont brûlés, les vaches emmenées, les habitants sont blessés, d'autres tués. Des milliers de personnes, y compris les chefs coutumiers, ont été chassées de leurs villages. Les troupeaux de bétail du Masisi ont été décimés. Toute la zone est ruinée économiquement. Les villages sont maintenant habités par ethnie.<sup>70</sup>

La poursuite de la violence au Nord-Kivu étaye la conclusion que l'établissement de territoires mono-ethniques dans une zone historiquement multi-ethnique conduit inévitablement à l'instabilité. Alors que la plupart des communautés ont été débarrassées de tous les groupes uniques rivaux et qu'il n'en reste qu'un seul, les combats continuent car chaque groupe cherche à étendre son territoire. Les personnes qui ont été chassées de chez elles réclament les terres auxquelles elles considèrent qu'elles ont droit et attaquent les communautés qu'elles ont dû quitter pour essayer d'en expulser ceux-là mêmes qui les en avaient chassées. Les milices hutu du Masisi ont poursuivi leurs attaques contre des centres tels que Sake et Kichanga qui sont actuellement aux mains des Hunde et, de leur côté, les Hunde se sont battus pour défendre leurs communautés. Maintenant que bon nombre de communautés ont perdu leur diversité ethnique, les combats s'intensifient au lieu de diminuer et le nombre de victimes ne cesse d'augmenter.

## La complicité du gouvernement Zaïrois

Malgré la gravité du conflit dans le Nord-Kivu, les autorités zaïroises locales, régionales et nationales ont montré peu d'empressement à mettre fin au conflit ou à protéger les civils. Les initiatives prises par le gouvernement pour désarmer les combattants et mettre fin aux combats n'ont reçu qu'une approbation officielle limitée et peu de moyens ont été engagés pour les mettre en oeuvre. Au contraire, tout semble indiquer que les autorités nationales ont été totalement incapables de contrôler le conflit. En attendant, le gouvernement et les responsables militaires ont exploité le conflit pour leurs propres intérêts politiques. Des déclarations publiques incendiaires émises par divers dirigeants nationaux et régionaux ont joué un rôle essentiel en attisant le conflit.<sup>71</sup>

La principale initiative prise par le gouvernement pour faire face à la dernière phase du conflit au Nord-Kivu a été "l'Opération Kimia" (Opération Paix), une opération militaire devant viser à désarmer les combattants et à rétablir le calme. C'est suite à une visite effectuée à Goma par une délégation de ministres du gouvernement que l'Opération Kimia a été lancée le 11 avril 1996. Il s'agissait de la première étape d'un processus visant à encourager les

<sup>69</sup> Mseteka, "Thousands on move"; Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 14; et témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH.

<sup>70</sup> Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 12-13.

<sup>71</sup> Chris McGreal, "Zaire: Instability Revives Mobutu's Fortunes", *Janes Defence Weekly*, 1 mai 1996; "Masisi ou la guerre oubliée", p.viii.

groupes en conflit à ouvrir des négociations de paix. En l'espace de plusieurs semaines, environ 800 membres des FAZ, notamment des membres des para-commandos, de la DSP et du Service d'Action et de Renseignement Militaire (SARM), ont été déployés dans le Masisi. Ces troupes ont contrôlé les routes et les marchés, et selon certains observateurs présents dans la région, elles auraient restauré l'ordre dans certaines zones, du moins temporairement, de sorte que les habitants ont pu à nouveau se rendre aux champs et sur les marchés.<sup>72</sup>

Il est néanmoins probable que le succès final de l'Opération Kimia sera limité. Le gouverneur de la région avait d'abord promis en février que des renforts militaires seraient dépêchés dans la zone mais la violence a pu s'intensifier pendant deux mois avant que les troupes ne soient envoyées. Les soldats participant à l'opération disposent de moyens matériels extrêmement limités. L'objectif premier de désarmer les milices a donné des résultats peu fructueux; ce sont surtout des armes traditionnelles qui ont été confisquées, très peu de fusils. Sans meilleurs moyens matériels, les soldats recourront probablement au pillage et à la corruption pour subvenir à leurs besoins, tout comme l'avaient fait les troupes zaïroises déployées dans la zone en 1993 et 1994. Selon le Comité américain pour les Réfugiés, "Les troupes d'élite de la DSP engagées dans l'Opération Kimia ont été quelque peu efficaces. Les autres troupes n'appartenant pas à la DSP ont par contre été généralement inefficaces dans le meilleur des cas, et dans le pire des cas, elles ont facilité ou participé aux violences et aux pillages."<sup>73</sup>

Malgré l'arrêt des hostilités dans la zone après le déploiement des troupes à la fin avril, les combats ont repris et se sont intensifiés pendant tout le mois de mai. Les principales attaques ont eu lieu à Kichanga, Nyamitaba et Mokoto dans le Masisi. Par ailleurs, les combats se sont intensifiés dans le Rutshuru où aucune troupe n'avait été déployée et de violents incidents ont eu lieu près de Goma. Aucune initiative n'a été prise pour organiser des pourparlers de paix entre les parties au conflit.<sup>74</sup>

L'implication des militaires zaïrois dans les conflits qui ont eu lieu dans la région par le passé permet de douter sérieusement des possibilités de succès d'une réponse exclusivement militaire. Les militaires zaïrois se sont rendus coupables de graves violations des droits de l'homme et ont instauré un système de corruption et d'indiscipline qui permet aux soldats de prendre parti dans le conflit et de profiter de la situation. Alors que la plupart des attaques perpétrées dans la série de violences actuelles sont apparemment l'oeuvre de milices civiles, les forces armées zaïroises ont à l'occasion soutenu les attaques de l'une ou l'autre milice. Par exemple, après que plusieurs membres des para-commandos aient été tués lors d'attaques hunde au début décembre 1995, les paras ont attaqué des villages hunde. Ils se sont par la suite joints aux Interahamwe dans plusieurs attaques, bien que dans plusieurs districts, des combats entre para-commandos et Interahamwe aient aussi eu lieu. La police et la DSP ont été accusées de soutenir les Mai-Mai et les Bangirima lors de diverses attaques.<sup>75</sup> Aucune enquête n'a été ouverte à propos de ces exactions, aucune poursuite judiciaire n'a été entamée, ce qui contribue à créer un climat d'impunité.

<sup>72</sup> DAH, "Situation Report on Masisi and Rutshuru"; "Zaire: Zaire Accuses Rwanda Refugees of Killing Six", Reuters, 30 avril 1996.

<sup>73</sup> Comité américain pour les Réfugiés, "Masisi, Down the Road from Goma: Ethnic Cleansing and Displacement in Eastern Zaire", juin 1996, p. 8.

<sup>74</sup> Hoogesteyn, "Armed Rwanda Hutus"; Bolton, "3,000 Tutsis under Threat in Masisi"; DAH, "Situation Report on Masisi and Rutshuru"; "Zaire: Zaire Accuses Rwanda Refugees"; BBC World News, 2 juin 1996.

<sup>75</sup> "Masisi ou la guerre oubliée", p.viii; Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 13-14; Hoogesteyn, "Forty killed in Zaire dispute".

Les soldats et les policiers ont simplement plus souvent profité de la situation chaotique qu'ils n'ont participé vraiment aux combats. Lorsque les Mai-Mai, les Bangirima ou les Interahamwe sont arrivés, les soldats et policiers ont fui les communautés qu'ils étaient censés protéger. Ils ont été accusés de pillage par toutes les parties au conflit. Le pillage n'est pas le seul exemple qui montre comment les militaires et la police ont profité du conflit. L'armée zairoise a demandé aux réfugiés de payer pour être évacués par bus et les soldats ont fait payer les réfugiés qui voulaient passer les barrages sur la route de l'exil. Plusieurs réfugiés tutsi au Rwanda déclarent avoir dû payer 12 ou 15 \$US pour être transportés de Kanyabayonga ou Katwe à Goma mais ils ont dû descendre à mi-chemin, à Rutshuru, où ils ont été attaqués par les Interahamwe. De toute évidence, ce qui intéressait les soldats n'était pas de protéger les groupes menacés mais de faire de rapides profits en transportant autant de personnes que possible hors des communautés où elles étaient attaquées.<sup>76</sup>

Même lorsque l'armée et la police ont fait preuve de bonnes intentions pour mettre fin à la violence, elles ont rencontré des problèmes en raison de leur équipement et de leur personnel inadaptés. Plusieurs exemples dans la région montrent clairement que lorsqu'il y a une volonté, une discipline suffisante et un équipement adapté, il est possible de mettre fin aux attaques et de protéger les victimes. Dans la ville de Rutshuru par exemple, le contingent de gendarmes a été suffisant pour assurer la protection des personnes réfugiées dans une école locale quand elles ont été attaquées par des Interahamwe à la mi-avril. Plusieurs témoins ont fait l'éloge du chef de la police de Kanyabayonga qui a essayé d'empêcher la violence.<sup>77</sup>

Mais en général, même lorsque l'armée ou la police ont tenté d'intervenir pour faire cesser les combats, leurs effectifs étaient trop minces et leur équipement insuffisant pour y parvenir. A plusieurs reprises, par exemple dans la ville de Masisi en décembre quand les soldats ont été attaqués par des Mai-Mai, l'armée ou la police ont elles-mêmes été visées par les milices de l'un ou l'autre camp. Dans d'autres cas, leurs bonnes intentions ont été contrariées par les ressources humaines et matérielles inadaptées. Selon un témoin, après l'attaque de sa communauté dans le Lubero, les gendarmes ont été appelés et ils sont arrivés rapidement. Un groupe de gendarmes est resté la nuit mais il est reparti le lendemain matin:

Alors qu'ils partaient, nous avons demandé au capitaine de gendarmerie qui était venu de Kanyabayonga de laisser au moins quelques soldats. Il nous a répondu qu'il comprenait notre problème mais qu'il ne disposait pas de suffisamment d'hommes. Il a dit qu'il le regrettait mais qu'il ne pouvait pas laisser d'hommes. Ils sont partis à 10 heures environ et à 11 heures, les bandits revenaient.<sup>78</sup>

En général, il semble improbable qu'une réponse militaire puisse apporter une paix durable à la région aussi longtemps que la volonté politique fait défaut. La Commission Justice et Paix du Diocèse catholique de Goma souligne que:

Nombreux sont ceux qui pensent que ces opérations militaires ne sont qu'une mascarade. Tout ce que l'on peut dire, c'est que les soldats se livrent à un trafic d'armes et font le commerce des vaches et des produits agricoles (haricots) qu'ils ont volés.

---

<sup>76</sup> Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 13-14; "Masisi ou la guerre oubliée", p.viii; et des témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH.

<sup>77</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira et à Gisenyi les 5, 16 et 17 avril.

<sup>78</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

Peut-être la paix reviendra-t-elle dans le Masisi lorsqu'il ne restera ni vache, ni haricot. Et ce moment ne tardera pas à venir.<sup>79</sup>

L'obstacle majeur à surmonter pour rétablir la paix dans la région est la complicité et l'implication des autorités dans le conflit, comme le montrent les attaques menées contre les Tutsi en vue de leur expulsion. Les réfugiés qui ont fui la violence au Zaïre et qui ont été interrogés pour le présent rapport ont unanimement déclaré qu'ils croyaient que les dirigeants zaïrois étaient derrière les attaques. Un réfugié a expliqué:

Les cas où le gouvernement s'est montré complice dans le passé ne manquent pas. Les attaques et la violence avaient des cibles bien précises. En novembre, seules les habitations des Tutsi ont été pillées. Certains Tutsi étaient emmenés au barrage routier et puis expulsés du pays par la force. A Goma, seuls les Tutsi ont été pris pour cible. C'est maintenant le cas dans le Walikale et le Lubero. Certains membres de ma famille vivaient entre des familles nande qui ont encore leur bétail. Seul notre bétail a été volé.<sup>80</sup>

Les réfugiés dénoncent de nombreux cas où les autorités locales ont participé aux attaques des milices. Selon plusieurs réfugiés du Walikale, le chef de la localité d'Iboko serait impliqué dans les raids menés contre les Tutsi. Un Tutsi de la région en témoigne:

Ma famille avait 300 têtes de bétail qui ont été volées à Walikale. Cela s'est passé il y a juste quelques semaines [fin mars]. Le chef de la localité, Matshozi Likanga, était impliqué. Il a même pris la tête du groupe de Bangirima qui a volé notre bétail -- le mien, celui de mon père et celui de mon frère.<sup>81</sup>

Un autre Tutsi du Walikale ayant trouvé refuge dans le Lubero a expliqué qu'à la fin mars, le chef de la section de Mirigi, Njenja Kyamwami, avait envoyé ses assistants pour demander une vache de chaque Tutsi vivant dans le district:

Le commandant a envoyé ses policiers. Ils sont venus et ont réclamé une vache. Ils ont pris une des miennes et une du propriétaire de la maison où je m'étais réfugié. Ils ont dit qu'en échange, ils nous protégeraient... C'était le jour précédant l'attaque. Le jour suivant, les bandits sont venus [et ont pris tout notre bétail] mais le chef n'a rien fait.<sup>82</sup>

Plusieurs réfugiés qui avaient trouvé refuge à Kanyabayonga ont déclaré que Muhindo Pandasi Rukira II (chef du *groupement*), à Bwito, a demandé du bétail aux Tutsi en échange d'une protection. La veille de l'attaque du 2 avril, il l'ont vu se rendre à Kanyabayonga pour y vendre le bétail mais il n'a assuré aucune protection.<sup>83</sup> Bien qu'aucun réfugié interrogé pour ce rapport n'ait déclaré avoir vu des fonctionnaires blessant ou tuant des gens lors des attaques, beaucoup étaient convaincus que les autorités locales appuyaient fortement les actions des milices, surtout celles des Mai-Mai et Bangirima.

<sup>79</sup> Commission Justice et Paix, "Masisi: Zone dévastée", p. 14.

<sup>80</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH à Gisenyi le 17 avril 1996.

<sup>81</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH à Gisenyi le 17 avril 1996.

<sup>82</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

<sup>83</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

La complicité des hauts fonctionnaires est encore plus troublante que l'implication dans le conflit des fonctionnaires locaux et du personnel militaire subalterne. Les premières attaques dans le Masisi en mars 1993 suivaient les déclarations du gouverneur de l'époque, Jean-Pierre Kalumbo Mboho, qui émettait des doutes quant à la nationalité des Banyarwanda. De même, la dernière flambée de violence suivait les déclarations faites en novembre 1995 par le Général Eluki, le chef d'état-major de l'armée, où il disait qu'il croyait que les Hunde, les Nyanga et les Tembo étaient en droit de protéger la terre de leurs ancêtres et d'en expulser les "étrangers", se référant clairement aux Banyarwanda.<sup>84</sup>

Dans bien des cas, l'attitude adoptée par les autorités semble sanctionner les assaillants. Les réfugiés arrivés au Rwanda en avril ont déclaré que leurs cartes d'identité zaïroise, qui les identifient comme citoyens zaïrois et seront nécessaires lorsqu'ils voudront rentrer au Zaïre, ont été confisquées par les gardes à la frontière et détruites. Les réfugiés ont également dû remettre tout leur argent zaïrois. Ces actions sont un signe officiel troublant que les Banyarwanda zaïrois, en particulier les Tutsi, sont privés arbitrairement de leur nationalité zaïroise.<sup>85</sup>

La réaction face au conflit du gouverneur actuel du Nord-Kivu, Christophe Moto Mupenda, était tout aussi inquiétante. Dans ses déclarations publiques, Moto Mupenda a à maintes reprises minimisé la gravité de la violence et a fustigé les critiques qui tentaient de faire pression sur lui pour qu'ils prennent des mesures plus efficaces. Par ailleurs, il a souvent fait des déclarations qui ont attisé les tensions, par exemple émettant des doutes quant au bien-fondé des revendications des Banyarwanda zaïrois à propos de leur nationalité.<sup>86</sup>

Selon des témoins présents à Kanyabayonga, le gouverneur Moto Mupenda s'est rendu en ville le 31 mars accompagné du vice-premier ministre du Zaïre. Pendant les réunions, diverses personnalités locales importantes ont soulevé le problème de la violence ethnique mais les responsables n'ont pris aucune mesure par la suite. Deux personnes de Kanyabayonga expliquent ce qui s'est passé après la visite:

Le jour suivant, le chef de la ville a organisé un rassemblement populaire. Au cours de ce rassemblement, ce qui nous a étonné, c'est qu'il se soit adressé aux Tutsi pour leur dire, "Rentrez chez vous. Allez garder vos troupeaux. Il n'y a plus de guerre ici."

Mais en fait, nos vaches avaient déjà été volées! Et il nous dit d'aller garder nos troupeaux! Ce discours du chef de la ville a eu lieu le jour qui suivait la visite du gouverneur, et le jour suivant, nous étions attaqués dans sa propre ville.<sup>87</sup>

Dans une lettre pastorale publiée le 20 avril, "Renoncez au Mensonge", l'évêque catholique de Goma, Faustin Ngabu, condamne les faux arguments avancés pour appuyer les attaques ethniques tels que l'idée que les Tutsi ne sont pas de "vrais" Zaïrois. Il condamne vivement le rôle joué par les autorités dans la violence:

Au lieu de venir en aide aux victimes de la violence, les autorités semblent vouloir au contraire jeter de l'huile sur le feu... Nous sommes troublés de constater que les pratiques qui sèment la division, la misère et la mort dans les différents groupes

<sup>84</sup> "Masisi ou la guerre oubliée", p. viii; Amnesty International, p. 22

<sup>85</sup> Témoignages recueillis par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira les 5, 16 et 17 avril.

<sup>86</sup> "Réaction de l'autorité régionale du Nord-Kivu, M. Christophe Moto Mupenda vis-à-vis de la déclaration de l'Évêque de Goma, Mgr Faustin Ngabu, sur la situation générale qui prévaut dans la Région actuellement", Radio Star, journal parlé de 18h00, 24 avril 1996; Christophe Moto Mupenda, "Communiqué Officiel", 6 décembre 1995; Hoogesteyn, "Armed Rwanda Hutus"; "Zaire Accuses Rwanda Refugees".

<sup>87</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH au Centre de Transit de Nkamira le 5 avril 1996.

ethniques de notre Région sont le résultat d'une organisation mise en place tout en haut de l'échelle, et nous regrettons que les autorités régionales et locales, qui ont pour mission d'informer le gouvernement central de la réalité des faits, préfèrent exécuter des directives qui se fondent sur des mensonges.<sup>88</sup>

Le gouverneur du Nord-Kivu a répondu à la lettre lors d'une manifestation officielle le 24 avril, attribuant aux Tutsi la responsabilité du conflit. Selon une émission diffusée par une radio locale, Radio Star, il aurait déclaré:

Le Gouverneur de la Région fait savoir que cette déclaration du Prélat catholique n'est rien d'autre qu'une insulte et un mensonge grossier à l'adresse des autorités du Pays et qu'il est absolument nécessaire de réagir pour que les choses soient claires aux yeux de l'opinion publique.

D'après l'autorité régionale, les causes du conflit au Nord-Kivu sont connues de chacun. Loin d'être des mensonges, les conflits sont créés délibérément par ceux qui veulent recevoir un statut qu'ils n'ont pas. C'est eux qui déforment la vérité et qui peuvent être traités de menteurs, et non pas les autorités régionales. Le Gouverneur de la Région a rappelé aux personnes présentes que, depuis le début des affrontements, les Hunde et les Hutu ont aussi été déplacés de leurs villages et personne n'a élevé la voix. Quand ce sont les Tutsi qui sont maltraités, des voix s'élèvent de partout. Est-ce donc le groupe ethnique préféré du prélat catholique, a demandé l'autorité régionale.

La même remarque a été émise par Mwami Kalinda qui a demandé que Mgr Ngabu soit jugé pour avoir fait des déclarations peu courtoises à propos de l'Etat zaïrois.

Pour terminer, le Gouverneur de la Région, Moto Mupenda, a confirmé que les Tutsi qui étaient retournés dans leur patrie étaient des réfugiés rwandais de 1959 installés à Bibwe [dans le Masisi] et qui avaient infiltré les Collectivités de Batangi et Bamate dans la Zone du Lubero à la recherche de terres cultivables. Ils ont décidé de retourner volontairement au Rwanda; en résumé, il ne s'agit ni d'expulsion ni de refoulement, a conclu le Gouverneur de la Région, M. Christophe Moto Mupenda.<sup>89</sup>

En fait, les témoignages des Tutsi qui viennent de fuir le Zaïre indiquent que la majorité d'entre eux ne sont pas des réfugiés venus du Rwanda à partir de 1959 et ils insistent sur le fait que leur exil n'était pas volontaire mais forcé.

Tout récemment, selon certains reportages, le gouverneur a rejeté les critiques faites à propos de l'Opération Kimia. Lorsque la radio nationale, La Voix du Zaïre, a annoncé le 30 avril que les autorités locales du Masisi dénonçaient la poursuite des massacres dans la région malgré l'Opération Kimia, citant notamment le cas de six personnes tombées dans une embuscade au cours des cinq jours précédents, le gouverneur a rejeté ces déclarations. D'après l'agence Reuters, Moto Mupenda aurait dit, "Je n'ai pas eu vent de ces massacres. La radio jette de l'huile sur le feu. J'ai l'impression qu'il y a des gens qui ne veulent pas que la situation se désamorce dans le Masisi."<sup>90</sup>

---

<sup>88</sup> Faustin Ngabu, "Renoncez au Mensonge" (Eph 4, 25) Déclaration de Mgr Faustin Ngabu, Evêque de Goma aux Chrétiens et aux Hommes de Bonne Volonté", 21 avril 1996.

<sup>89</sup> "Réaction de l'autorité régionale du Nord-Kivu", Radio Star.

<sup>90</sup> "Zaire Accuses Rwanda Refugees", *BBC World News*.

En définitive, le gouverneur doit rendre des comptes aux autorités de Kinshasa et le cas d'Emmanuel, un industriel de Goma, montre de façon troublante que les responsables au niveau national ont également été impliqués dans la violence interethnique au Nord-Kivu:

J'ai quitté Goma parce que les militaires zaïrois m'avaient tout volé. En novembre [1995], deux soldats et quatre civils sont arrivés pour piller ma maison. Ils ont pris mes bagages, tout, même mon diplôme, bien qu'ils me l'aient rendu un peu plus tard. Ils ont dit, "Retournez au Rwanda puisque vous êtes Tutsi." Le jour suivant, j'ai déposé plainte au bureau du chef militaire et au bureau du gouverneur. Mais les autorités n'ont rien fait. D'autres Tutsi importants ont été pris pour cible en même temps.

Un de mes amis était soldat. En janvier, le 18 pour être précis, il est venu me dire que les militaires venaient me chercher. Le SARM, le Service d'Action et de Renseignement Militaire, service d'élite de Mobutu, venait me chercher. Mon ami m'a conseillé de fuir. Quand ils emmènent quelqu'un, c'est pour le torturer à mort. En novembre, au moment où le groupe est venu piller ma maison, le SARM a emmené deux autres personnes, des Tutsi. Il est allé chez eux et les a emmené sous prétexte qu'ils avaient des armes. Ils s'appelaient Samuel et Fiat. Ils ont été torturés, presque à mort, puis ils ont été envoyés à Kinshasa. Les soldats ont montré une grenade, disant qu'ils avaient un stock d'armes. C'était manifestement un coup monté. Ils ont été tous les deux envoyés à Kinshasa pour y être torturés, puis libérés...

Quand j'ai entendu que ce même groupe venait me chercher, je me suis rendu immédiatement au barrage routier à la frontière. J'ai reçu un laissez-passer et me suis réfugié au Rwanda. Cinq minutes après que j'ai eu quitté mon bureau, ils sont arrivés me chercher. Puis, ils se sont rendus chez moi. Le jour suivant, ils sont allés au barrage routier pour demander si j'avais passé la frontière et on leur a répondu que oui.<sup>91</sup>

Aux dires d'Emmanuel et de plusieurs autres témoins, de nombreux cas d'attaques et d'assassinats dénoncés auprès des autorités aux niveaux local, régional et national, n'ont reçu aucune réponse. Par exemple, le meurtre en mai 1995 de Nyangezi, un juge tutsi, à Jomba-Gisigari dans la collectivité de Bwisha n'a jamais fait l'objet d'une enquête officielle, malgré les demandes des habitants de la localité. Les responsables locaux qui ont participé aux attaques dans plusieurs parties de la région n'ont reçu aucune réprimande ni punition officielle, et ils continuent à vivre en toute impunité.

Le rapport de Human Rights Watch intitulé "Rearming with Impunity" et publié en mai 1995 a démontré l'étendue de l'engagement du gouvernement zaïrois dans la fourniture d'armes aux milices hutu et aux ex Forces Armées Rwandaises (FAR). Les Interahamwe et les ex FAR ont joui d'une liberté considérable pour se déplacer et opérer dans le Nord et le Sud-Kivu et un territoire a même été mis à leur disposition pour leur entraînement. Différents officiers de l'armée et des responsables régionaux ont été impliqués dans ces activités qui avaient certainement reçu l'aval d'officiers et de responsables nationaux.<sup>92</sup>

---

<sup>91</sup> Témoignage recueilli par Human Rights Watch/FIDH à Gisenyi le 17 avril 1996.

<sup>92</sup> Human Rights Watch, "Rearming with Impunity".

## La réponse internationale

La communauté internationale a essayé d'ignorer le conflit au Nord-Kivu, choisissant plutôt de porter son attention isolément sur la crise des réfugiés. L'aide internationale massive apportée aux Rwandais réfugiés au Zaïre n'a pas profité à la population locale zaïroise qui a subi les conséquences de la présence des réfugiés, notamment la destruction de l'environnement, l'afflux d'armes et l'insécurité croissante dans la région. Par ailleurs, les causes du conflit ethnique de 1993 au Nord-Kivu et le rôle joué par les forces de sécurité zaïroises dans le conflit n'ont pas été abordées, tout cela rendant malheureusement prévisible une nouvelle flambée de violence ethnique.

De plus, les autorités zaïroises ont joué un rôle majeur dans le réarmement des ex FAR, leur offrant abri et protection ainsi qu'à d'autres milices hutu à l'est du Zaïre et permettant à ces forces de mener un entraînement militaire et des incursions au Rwanda. Cette collaboration étroite entre les forces de sécurité zaïroises et une partie des Hutu réfugiés au Zaïre était bien connue de la communauté internationale et laissait présager les retombées que cela aurait sur les tensions ethniques dans la région.

Bien que la France, la Belgique et les Etats-Unis - connus comme la troïka - aient soutenu périodiquement le processus de transition au Zaïre et aient mené des initiatives communes, ils ont gardé le silence sur le conflit au Nord-Kivu. Seul le gouvernement américain a condamné publiquement les violences récentes, même si les autorités américaines ont pris soin de ne pas critiquer trop vivement le rôle du gouvernement zaïrois. La troïka, ainsi que les Nations Unies, a principalement concentré son attention sur le sort des réfugiés dans l'est du Zaïre, les prochaines élections présidentielles au Zaïre et le rôle que Mobutu joue dans la région des Grands lacs.

La France a été jusqu'à rétablir son aide au Zaïre en avril 1996 en pleine période d'expulsions. Toute assistance, à l'exception de l'aide humanitaire, avait été interrompue en avril 1991. Un porte-parole du Ministère de la Coopération a déclaré que l'aide française était destinée aux secteurs de la santé et de l'éducation mais il n'a pas révélé le montant. Le porte-parole a ajouté que la décision française ne signifiait pas que Paris croyait que la situation des droits de l'homme s'était améliorée au Zaïre.<sup>93</sup>

Le Département d'Etat américain a fait une déclaration le 21 mai exprimant sa préoccupation au sujet de la violence à l'est du Zaïre, et appelant les autorités zaïroises à protéger tous les habitants et à fournir un abri aux personnes déplacées.<sup>94</sup> Des fonctionnaires américains ont rendu visite aux réfugiés tutsi à la frontière rwandaise, notamment John Shattuck, Adjoint au Secrétaire d'Etat à la Démocratie, aux Droits de l'Homme et au Travail, et l'Ambassadeur Richard Bogosian, coordinateur spécial pour le Rwanda et le Burundi.

Même si le gouvernement américain a essayé d'encourager Mobutu à s'attaquer aux problèmes régionaux, il s'est montré réticent à le critiquer trop vivement. Le 1 juillet, en réponse à une lettre envoyée par les Sénateurs Nancy Kassebaum et Russel Feingold, respectivement présidente et membre éminent du Sous-Comité du Sénat pour l'Afrique, le Département d'Etat n'a pas ménagé ses efforts pour s'abstenir de toute critique à l'égard du gouvernement zaïrois, allant même jusqu'à louer son attitude:

Bien que nous ne n'écarterions pas votre hypothèse selon laquelle le gouvernement zaïrois et l'armée exploiteraient ces tensions dans leur propre intérêt et qu'ils

<sup>93</sup> François Raitberger, *Reuters*, 26 avril 1996.

<sup>94</sup> Déclaration de Nicholas Burns, porte-parole, "U.S. Concerned by Ethnic Violence in Eastern Zaire", Département d'Etat américain, 21 mai 1996.

expulseraient les Banyarwanda par la force, nous constatons que le Gouvernement zaïrois (GZ) a pris plusieurs mesures pour tenter de réduire ces tensions. Les autorités se sont réunies avec les chefs traditionnels et les responsables religieux à Kinshasa pour envisager les solutions possibles. Comme nous l'avons souligné dans notre déclaration, plusieurs de ces responsables locaux ont courageusement montré l'exemple en s'opposant à la violence. Le GZ a envoyé une mission militaire pour tenter de désarmer les groupes armés. Malheureusement, même lorsque les forces de sécurité zaïroises cherchent à intervenir efficacement, elles ne sont pas toujours en mesure de mener à bien leur mission.<sup>95</sup>

Le conflit au Nord-Kivu attise les tensions entre les gouvernements rwandais et zaïrois. Aux Nations Unies, le représentant permanent du Rwanda, l'Ambassadeur Manzi Bakuramutsa, a envoyé une lettre au président du Conseil de Sécurité datée du 24 mai 1996 dans laquelle il condamne les Nations Unies pour n'avoir pas tenu le Zaïre responsable des attaques menées contre les Tutsi.<sup>96</sup> Le Chargé d'Affaires de la Mission Permanente du Zaïre a répondu le 3 juin par une autre lettre adressée au Conseil de Sécurité, dans laquelle il "rejette catégoriquement" les accusations de l'ambassadeur rwandais et dément qu'il y ait des Zaïrois de langue kinyarwanda au Zaïre: "Le Gouvernement du Zaïre souhaite informer le Conseil de Sécurité que le kinyarwanda ne fait pas partie des langues parlées au Zaïre. Il s'agit d'une langue parlée par les Rwandais, transplantée par la colonisation en 1929 et en 1957-59, et qui n'a jamais été assimilée par la population locale."<sup>97</sup>

Le gouvernement rwandais soutient que les réfugiés sont des citoyens zaïrois qui fuient la violence. Il a par conséquent ouvert le camp de réfugiés de la Petite Barrière à Gisenyi, à environ un kilomètre de la frontière zaïroise. Bien que le HCR l'ait appelé à diverses reprises à transférer le camp à une distance raisonnable de la frontière vu le manque de sécurité, le gouvernement a refusé. Selon le HCR, une distance raisonnable serait normalement cinquante kilomètres au minimum.<sup>98</sup>

Une équipe des Nations Unies, sous la direction du Département des Affaires Humanitaires, a visité l'est du Zaïre à la fin mai et au début juin pour enquêter sur la violence et les besoins humanitaires dans la région du Masisi. L'équipe n'a pas visité le Masisi pour des raisons de sécurité mais elle est restée à Goma et s'est entretenue avec le personnel humanitaire.<sup>99</sup> L'équipe a recommandé la désignation d'un envoyé spécial pour établir un dialogue avec les autorités zaïroises en vue d'aborder des problèmes tels que la nationalité des Banyarwanda et l'amélioration de la sécurité dans le Nord-Kivu. Pour stabiliser la situation, elle a suggéré de fermer les camps militaires situés près de Goma, connus pour abriter les activités des ex FAR, et d'installer ailleurs le camp de réfugiés de la Petite Barrière situé au

---

<sup>95</sup> Lettre de Barbara Larkin, Assistante par intérim du Secrétaire aux Affaires Législatives, au Sénateur Nancy Kassebaum, 1 juillet 1996.

<sup>96</sup> Evelyn Leopold, "Rwandan envoy seeking UN action in east Zaire", *Reuters*, 24 mai 1996.

<sup>97</sup> Lettre datée du 3 juin du Chargé d'Affaires par intérim de la Mission Permanente du Zaïre auprès des Nations Unies adressée au Président du Conseil de Sécurité, S/1996/413.

<sup>98</sup> Lettre adressée à Janet Fleischman, Human Rights Watch/Afrique, par Jiddo van Drunen, Chef des Opérations, Unité Spéciale pour le Rwanda et le Burundi, HCR, 11 juillet 1996.

<sup>99</sup> "U.N. team flies to Burundi after eastern Zaire", *Reuters*, 6 juin 1996.

Rwanda.<sup>100</sup> Au moment où nous écrivons ces lignes, aucune mesure n'a été prise par rapport à ces recommandations.

#### *Human Rights Watch/Afrique*

*Human Rights Watch est une organisation non gouvernementale fondée en 1978 dans le but de contrôler et de promouvoir en Afrique, aux Amériques, en Asie, au Moyen-Orient et dans les pays signataires des accords d'Helsinki, le respect des droits de l'homme reconnus mondialement. Elle vit des contributions provenant de personnes individuelles et de fondations partout dans le monde. Elle n'accepte pas de fonds provenant directement ou indirectement des gouvernements. Son directeur général est Kenneth Roth; directeur des programmes: Cynthia Brown; directeur des affaires juridiques: Holly J. Burkhalter; directeur financier et administratif: Barbara Guglielmo; directeur du bureau de Bruxelles: Lotte Leicht; consultant général: Juan E. Mendez; directeur des communications: Susan Osnos; représentante aux Nations Unies: Joanna Weschler. Robert L. Bernstein est président du conseil d'administration et Adrian W. De Wind est vice président. Sa section africaine a été créée en 1988 afin de contrôler et de promouvoir en Afrique sub-saharienne le respect des droits de l'homme reconnus mondialement. Directeur: Peter Takirambudde; Directeur à Washington: Janet Fleischman; responsable de la recherche: Suliman Baldo; chercheur associé, Alex Vines; juristes, Bronwen Manby et Binaifer Nowrojee; associés, Kimberly Mazyck et Lenee Simon; consultant: Alison DesForges; Président du comité consultatif, William Carmichael; vice-président, Alice Brown.*

#### *Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH)*

*La Fédération Internationale des Droits de l'Homme est une organisation non gouvernementale pour la défense des droits de l'homme inscrits dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. Créée en 1922, elle comprend 89 organisations membres dans le monde entier. A ce jour, la FIDH a accompli plus d'un millier de missions d'enquête, d'observation judiciaire et électorale, de médiation ou de formation, dans plus de 100 pays. Elle jouit du statut consultatif auprès des Nations-Unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe, et d'un statut d'observateur au sein de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Le Président de la FIDH est Patrick Baudouin (France); le bureau international est en outre composé de: Pascuale Bandiera (Italie), Hélène Cidade-Moura (Portugal), René Degni-Segui (Côte d'Ivoire); Enoch Djondang (Tchad), Michael Ellman (Grande-Bretagne), Oswaldo Enriquez (Guatemala), Carmen Ferrer Peña (Espagne), Cecilia Jimenez (Philippines), Haytham Manna (Syrie), Gerald McKenzie (Canada), Sabine Missistrano (Belgique), Francisco Soberon (Pérou), Robert Verdier (France), Vo Van Ai (Vietnam), Saadeddine Zmerli (Tunisie), vice-présidents; Odile Sidem Poulain (France), Claude Katz (France) et William Bourdon (France), secrétaires-généraux; Philippe Vallet (France), trésorier. L'équipe chargée de l'Afrique au bureau exécutif est composé de Catherine Choquet, secrétaire générale adjointe, responsable pour l'Afrique, de Eric Gillet, chargé de mission pour le Rwanda et le Burundi et Sam Wordworth, chargé de mission pour l'Afrique anglophone. Le directeur exécutif de la FIDH est Antoine Bernard, et Isabelle Plissonneau est chargée de l'Afrique au Secrétariat international.*

<sup>100</sup> "Background Paper on Eastern Zaire", DAH - Réunion d'Interaction, 28 juin 1996.

